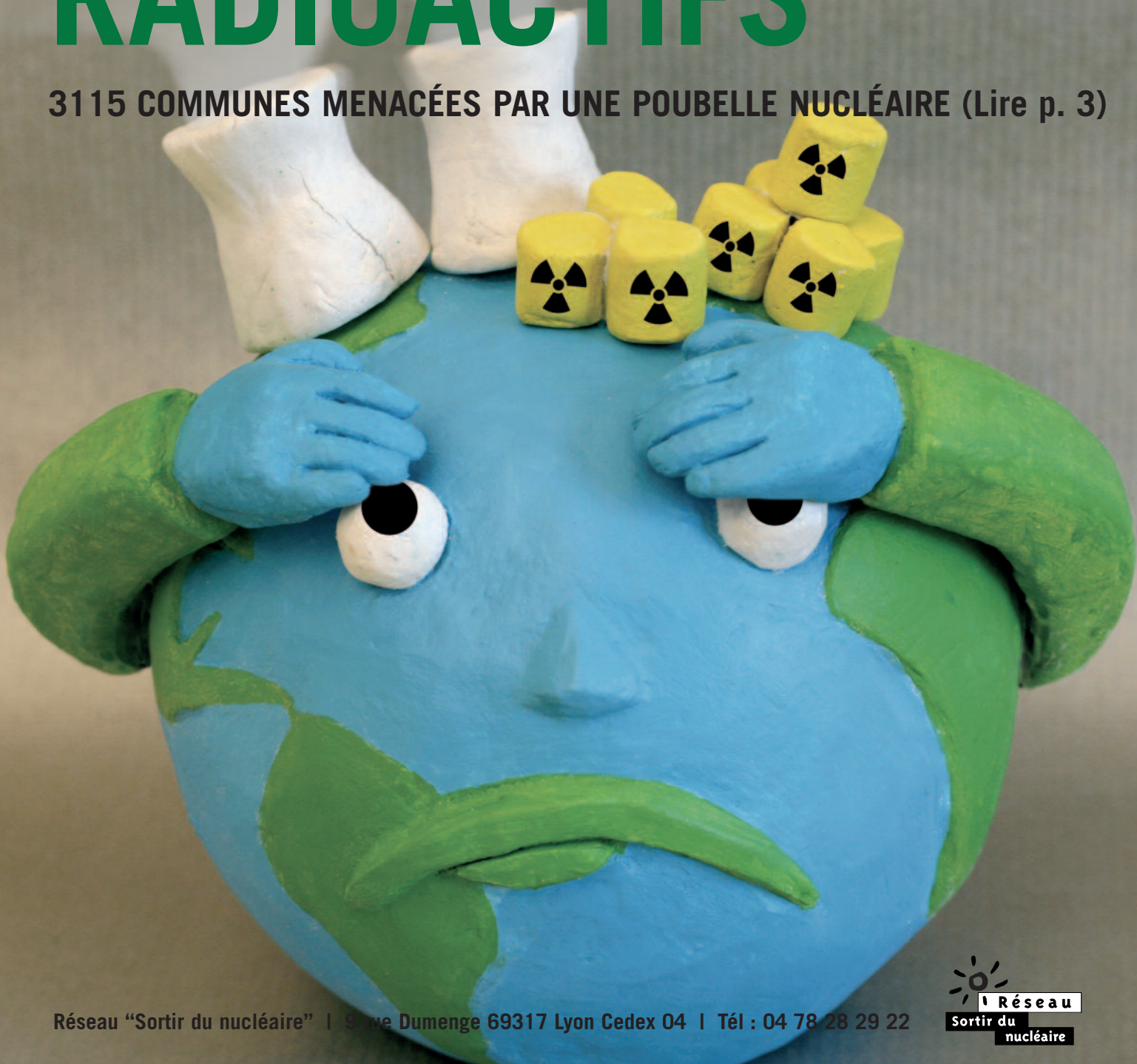


Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives

ALERTE AUX DÉCHETS RADIOACTIFS

3115 COMMUNES MENACÉES PAR UNE POUBELLE NUCLÉAIRE (Lire p. 3)



Le vrai visage du nucléaire

Sommaire

Alerte aux déchets nucléaires	P. 3
Les mauvaises radiations de Bouygues	P. 4
Actions et vie des groupes	P. 5
Tribune libre	P. 8
ITER : témoignage d'une garde à vue	P. 9
Ma journée à la DST	P. 13
Economies d'énergie : le pactole oublié	P. 15
Référendum éoliennes, mais pas pour le nucléaire	P. 16
Suisse : trafic nucléaire	P. 17
Solaire : un formidable potentiel	P. 18
Aliments irradiés et mondialisation	P. 22
Eolien : vent de polémique	P. 24
De l'évolution de la doctrine pronucléaire	P. 26
Solar Grand Plan : un plan ambitieux pour les Etats-Unis	P. 28
Espagne : les contaminés de la Huelva	P. 30
AREVA ne fera pas la loi au Niger !	P. 32
Le nucléaire n'est pas halal !	P. 34
Soyez dans le vent, montrez vos culottes	P. 35
Le pavé EPR dans la mare nucléaire	P. 36
Recensions : musique, film documentaire et lecture	P. 38
Un immeuble chauffé au corps	P. 40
Les renouvelables en bref	P. 41
Des centrales au charbon propre ?	P. 42
Des nouveaux compteurs électriques	P. 43
Etonnante cuisson solaire	P. 44

Force est de constater, une nouvelle fois, que le lobby international du nucléaire s'accommode mal de la démocratie.

Tous les récents accords nucléaires, même si la majorité n'aboutiront jamais à des ventes de réacteurs, ont été signés par Sarkozy avec des pays qui bafouent les droits de l'homme autant qu'ils portent atteinte à l'environnement : Chine, Libye, Maroc, Tunisie, Emirats, et maintenant un projet minier pharaonique au nord du Niger qui risque de transformer une vaste région en une poubelle nucléaire.

Dans cette zone écologiquement fragile (nappes phréatiques, oasis) "les populations ne sont que des victimes, exclues des bénéfices des richesses exploitées", a déclaré Rhissa Feltou, conseiller municipal d'Agadez, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 25 mars 2008 à Paris. L'Etat d'exception décrété par le gouvernement nigérien (avec l'appui de l'Etat français qui continue d'envoyer du matériel et des "conseillers") permet d'accélérer la spoliation des terres agropastorales et l'évacuation des Touaregs.

Mais ce projet suscite des résistances énormes au Niger, avec une importante rébellion au Nord, mais aussi au niveau international. En France, un collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger" a été créé*. Il est déjà soutenu par Attac, le Cedetim, Survie, Via Campesina, le Collectif Tchinchaghén, la LCR, les Verts, le Réseau "Sortir du nucléaire", Sud Energie. Ses revendications s'articulent autour de deux axes. D'abord, l'arrêt de la répression, le respect des droits humains et la paix. Ensuite, un moratoire sur les nouveaux projets miniers. Ce cadre, qui déborde le cercle des antinucléaires,

a vocation à s'élargir encore à d'autres soutiens, dans une perspective de solidarité internationale et pour le respect des droits des peuples autochtones. Un appel spécifique en direction des confédérations syndicales est prévu.

L'expérience de 50 années d'extraction d'uranium en France a montré la dangerosité sanitaire et environnementale d'une telle extraction hautement cancérigène qui devrait être interdite dans le monde entier. Outre la dénonciation des conditions scandaleuses

d'extraction de l'uranium, un des objectifs du collectif est de montrer que le milliard d'euros qu'Areva compte investir pour éventrer le Niger et souiller ses nappes phréatiques pourrait, par exemple, servir à lancer une véritable industrie de production de panneaux solaires en conciliant développement économique, respect de l'environnement et accès à l'énergie.

Au moment où la France entame la présidence de l'Union européenne pour faire la promotion du nucléaire, la question de l'uranium au Niger fait d'Areva le nouveau symbole du pillage du Sud par les multinationales françaises.

Il nous appartient à tous de montrer le véritable visage du lobby nucléaire, que ce soit en France ou au-delà.

Laurent Grouet

laurent.grouet@sortirdunucleaire.fr

* Pour en savoir plus sur le dossier "Niger", lire en page 32-33 et rendez-vous sur : <http://areva.niger.free.fr/>



Alerte aux déchets radioactifs !

3115 communes menacées par une poubelle nucléaire !

Agissez pour empêcher ce projet.

Ce sont 3115 communes dans 20 départements qui ont été sollicitées par le ministère de l'Écologie "afin d'identifier des sites susceptibles d'accueillir un centre de stockage de déchets radioactifs de faible activité à vie longue" dont la durée de vie est tout de même estimée à plusieurs dizaines de milliers d'années. En plus de Bure (Meuse), empêchons ce nouveau site d'enfouissement !

Comme l'a fait le Réseau "Sortir du nucléaire", chaque citoyen est invité à demander la liste précise des 3115 communes en téléphonant à l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) au 01 46 11 80 00 ou au 01 46 11 82 94 ou en envoyant un email à : web-com@andra.fr. Fin juin 2008, au moment où nous écrivons ces lignes, nous agissons pour contraindre les autorités à publier la liste précise des 3115 communes. Nous avons cependant déjà réussi à nous procurer une carte de France des zones menacées (que nous publions ci-contre).

Les 20 départements concernés sont : Ardennes, Aube, Aveyron, Cher, Eure, Indre, Lot, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Seine-Maritime, Somme, Tarn-et-Garonne, Vosges.

Le Réseau appelle tous ses militant-e-s habitant dans l'un des 20 départements ci-dessus à écrire à son maire pour savoir si leur commune a été sollicitée, pour marquer son opposition à ce projet, et à nous transmettre toute réponse qui sera faite.

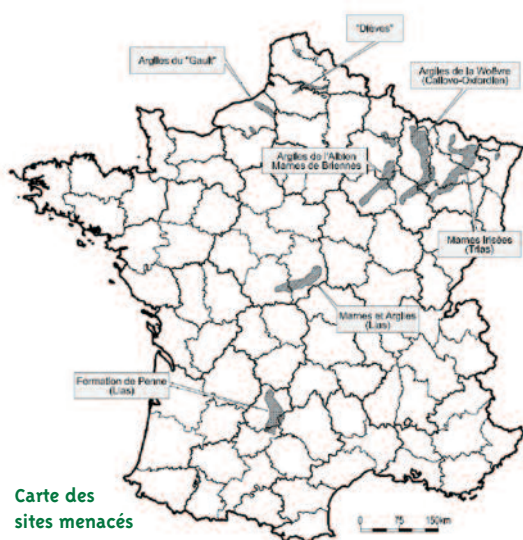
Vous pouvez télécharger la lettre type à envoyer à votre maire sur <http://www.sortirdunucleaire.org/dossiers/alerte-dechets.html>

Ou envoyez-nous une enveloppe timbrée à votre nom et adresse à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04

N'hésitez pas aussi à contacter les relais locaux ou proposez-vous comme relais local pour votre commune dans les 20 départements concernés. Cette liste et le formulaire pour s'inscrire comme relais local sont disponibles à l'adresse internet ci-dessous.

Jocelyn Peyret

jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr



Carte des sites menacés

Déchets radioactifs: 33 villages du Quercy démarchés

Missionnée par le ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo, l'ANDRA, dans le cadre de sa recherche d'un site d'implantation pour un stockage de déchets radioactifs de faible activité et à vie longue, a saisi le préfet (...).

Jusqu'à la fin octobre 2008 pour se positionner

Dans le département, trente-trois communes de quatre cantons du Quercy (Caylus, Saint-Antonin, Caussade, Montpezat-de-Quercy) sont visées par la démarche qui est également d'actualité dans le Lot, le Tarn, et dans d'autres départements du centre, du nord et surtout de l'est du pays. "Il s'agit essentiellement de communes dont le territoire est, a priori, favorable, au plan géologique (sous-sol de lias, un calcaire), à l'accueil d'une telle installation", précise le préfet. Ils auront la possibilité de manifester leur intérêt pour le projet car il faut noter que c'est sur la base du volontariat que s'exercera le choix final. Les élus disposent jusqu'à fin octobre 2008 pour se positionner, puis, le cas échéant, confirmer leur candidature jusqu'au second semestre 2010. Selon l'Andra, "l'objectif est de procéder au choix de site fin 2010, en vue d'une demande d'autorisation de création du centre de stockage fin 2013. La mise en service du stockage est envisagée en 2019."

Une hostilité limpide chez les élus

Même s'il est question de mesures incitatives, pour l'heure, les premières réactions révèlent une hostilité limpide chez les élus.

"Je suis complètement opposé à ce projet", martèle Raymond Massip, conseiller général de Montpezat. "Nous ne sommes pas sûrs à 100% que ce soit sans réaction; il peut y avoir encore beaucoup de radioactivité dans les déchets. Nous n'avons pas besoin d'implanter un tel site ici. Oui, on m'a contacté, et j'ai dit non."

Même son de cloche chez le conseiller général du canton de Caylus, Léopold Viguié: "Il faut croire que l'on voit notre territoire comme une zone déshéritée dont il pourrait être fait une réserve. Déjà en perte de vitesse, ce serait la fin du tourisme, la désertification... Le canton serait rayé de la carte. On nous dira qu'il n'y a aucun risque et que cela créera des emplois, mais ce serait une catastrophe." (...)

Gérard Agan, maire de Saint-Antonin: "J'y suis totalement hostile. Il faudra monter au créneau. C'est n'importe quoi! Tous nos efforts de mise en valeur du patrimoine naturel de notre territoire seraient niés."

Une chose est sûre: dans le Quercy, le dossier n'a pas fini d'alimenter les conversations.

La Dépêche du Midi - 16 juin 2008

Areva victime des mauvaises radiations de Bouygues

Voilà qui tombe vraiment bien : alors que l'Elysée veut privatiser Areva, leader mondial de l'industrie nucléaire, au profit d'Alstom et de la maison Bouygues, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) vient d'ordonner la suspension des travaux de bétonnage sur le chantier du réacteur EPR, produit phare d'Areva, en construction à Flamanville. Or qui a coulé la plus grande partie de ce béton ? La maison Bouygues !

Cette décision "une première dans l'histoire des centrales nucléaires en France" a contraint EDF à arrêter les travaux. Un des responsables de l'ASN justifie ainsi ce choix : "Ces anomalies illustrent un manque de rigueur qui est inacceptable". En clair, EDF, chargée de l'ingénierie, Bouygues et les autres entreprises qui ont obtenu les marchés de génie civil travaillent sans "rigueur" à Flamanville.

A deux reprises, le 12 octobre 2007 puis le 8 avril 2008, les inspecteurs de l'Autorité de sûreté nucléaire avaient contrôlé les travaux en cours. Ils s'étaient plaints, alors, de la qualité du béton, regrettant qu'EDF n'exerce pas de manière satisfaisante "la surveillance de ces prestations", en l'occurrence celles de la maison Bouygues. Plus grave, "l'outil informatique" qui devait permettre ces contrôles ne fonctionnait pas le jour de la première inspection.

mette enfin au point des procédures de contrôle satisfaisantes avant toute reprise des travaux.

L'arrêt de la construction du réacteur EPR de Flamanville, s'il a été mentionné par "Les Echos" et "Le Monde", n'a évidemment pas été annoncé sur TF1. Il aurait pourtant été amusant d'informer les téléspectateurs que la maison Bouygues, à qui Sarkozy veut offrir le nucléaire français, n'est même pas fichue de couler du béton conforme aux exigences... du nucléaire !

Jérôme Canard

Source : Le Canard enchaîné
mercredi 4 juin 2008

Areva : les pertes enflent en Finlande

Les pertes d'Areva sur la construction de l'EPR finlandais Olkiluoto 3 pourraient s'avérer astronomiques. Chez le leader mondial du nucléaire, des sources confidentielles évoquent désormais un montant de 2,2 milliards d'euros de pénalités de retard à verser à terme au client, la compagnie d'électricité TVO. En signant, en décembre 2003, ce contrat de 3 milliards d'euros (dont 1,7 pour la partie nucléaire), Areva, chef d'orchestre du projet, s'était engagé à remettre les clés d'OL3 à la mi-2009, soit quatre ans après le début des travaux de ce tout premier EPR, alors que le groupe avait toujours livré les réacteurs de la génération précédente en cinq ans.

Malheureusement, les retards se sont vite accumulés, notamment dans le gros œuvre, ce qui a d'ailleurs conduit à appeler Bouygues à la rescousse. Du coup, Areva s'est calé sur un nouvel objectif de livraison en 2011, que le constructeur ne semble aujourd'hui plus du tout certain de pouvoir tenir.

C'est ainsi que le réacteur serait susceptible de coûter in fine 5,2 milliards d'euros au constructeur français. Cette issue fragiliserait évidemment le projet d'ouverture du capital en vue d'un développement autonome d'Areva, que défend sa présidente, Anne Lauvergeon.

L'Etat, qui ne souhaite pas éponger la facture de ce désastre, pourrait privilégier un rapprochement du champion nucléaire avec Alstom, comme le propose Martin Bouygues, l'actionnaire principal du fabricant de TGV et de centrales au charbon. A condition, bien sûr, que le roi du béton renfloue Areva.

Source : Capital.fr - 21 mai 2008



Fission nucléaire. La lecture des deux rapports de l'ASN datés des 4 novembre 2007 et 28 avril 2008, dont "Le Canard" s'est procuré des copies, apprend aussi que "des fissures" sont apparues "à la suite de la coulée d'un bloc de béton composant la plate-forme (le radier) de l'îlot nucléaire de l'EPR". Bref, les fondations du futur réacteur. Pas moins ! Les améliorations demandées n'ayant pas été réalisées, les experts de la sûreté nucléaire se sont donc fâchés. Sanction : la suspension pour un mois du chantier. Avec, en prime, une lettre d'injonction, signée du "chef de division", Thomas Oudré : il y exige qu'EDF

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts de ces derniers mois

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à Jocelyn Peyret, coordinateur des groupes et actions : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr - Tel. 04 79 36 13 19

Vous voulez agir pour sortir du nucléaire mais vous ne savez pas comment ?

Vous êtes artistes (musicien, peintre, sculpteur, comédien...) ou vous en connaissez et vous pouvez nous aider à sensibiliser votre public en accueillant une table de presse lors de vos représentations ? Contactez Jocelyn Peyret pour discuter des modalités et des possibilités. En échange de votre soutien nous ajouterons un lien vers votre site internet sur la page consacrée aux soutiens artistiques sur le site internet du Réseau "Sortir du nucléaire", nous annoncerons vos dates dans l'agenda et à nos sympathisants locaux.

Vous êtes organisateur d'événements (concerts, salons, théâtre, etc.) ? Vous pouvez également nous aider en accueillant une table de presse lors des événements que vous organisez.

Vous êtes un particulier ? Prenez contact avec Jocelyn Peyret qui vous indiquera les différentes actions que vous pourrez mener en fonction de vos disponibilités, désirs d'actions, mobilisation... Que vous soyez seul(e), entouré de quelques amis ou adhérent d'une association locale, votre aide nous est importante. Soyez un acteur local de la lutte anti-nucléaire. Proposez-vous et faites des propositions d'actions.

26 avril 2008, 22^e commémoration de l'accident de Tchernobyl :

Un grand succès de l'action "Chernobyl Day"

Pour cette 22^e commémoration, le Réseau "Sortir du nucléaire" fut à l'initiative d'une journée internationale contre le nucléaire avec 3000 masques diffusés à cette occasion. Ce furent plus de 170 actions qui ont ainsi été organisées en France comme à l'étranger et qui virent se mobiliser plus de 5 000 personnes. Vingt-deux ans après la catastrophe, les risques sont toujours aussi présents et le récent incident en Slovénie nous montre la fragilité des installations nucléaires et le manque de transparence dès qu'il s'agit de faits sérieux. Pour ne pas oublier les victimes de Tchernobyl et afin de tout mettre en œuvre pour qu'il n'y ait pas de prochaines victimes du nucléaire, cette commémoration est essentielle, c'est pourquoi le Réseau "Sortir du nucléaire" a décidé de répéter l'opération "Chernobyl Day" le 26 avril 2009. Serez-vous des nôtres ? Vous pouvez dès à présent commander votre masque contre le déni (2 euros, port compris) en écrivant au Réseau.

Retrouvez les photos, les nombreux articles de presse et les reportages TV de cette journée de forte mobilisation sur <http://www.chernobyl-day.org>

Non au Terrible !

Le 20 mars 2008, sur le petit port du Fret à Crozon, une quinzaine de personnes représentant les associations contre le nucléaire s'est réunie pour protester sur le lancement du nouveau sous-marin nucléaire «Le Terrible» qui avait eu lieu la veille en présence du Président de la République, Nicolas Sarkozy.



Il n'est pas frais mon poisson ?

Le 2 avril une dizaine de clowns sous tension remettent le couvert avec du poisson et des fruits de mer dans les bureaux d'EDF à Atalante Champeaux à Rennes, transformant ainsi le siège d'EDF en criée.

Ils entendaient ainsi dénoncer la pêche à la ligne que RTE, EDF et Areva organisent actuellement dans nos campagnes de l'ouest et en Catalogne. En effet, les empêcheurs de pylôner en rond souhaitaient rappeler à EDF (Embobineurs de Destruction Fiévreuse) et RTE (Ringards Trucidant l'Environnement) que leur projet respectif sent le poisson pourri.

Ils demandaient aux hypothétiques riverains de ne pas mordre à l'hameçon. Le champs des sirènes leur promet des «compensations» qui se révéleraient "poisseuses" à coup sûr.

Photos sur : <http://www.stop-tht.org>
Mail : pylones@no-log.org



Marche "vers un futur sans nucléaire" Une action remarquable au plus près de la population

Ils sont partis le 26 avril de Londres et sont arrivés le 18 juillet 2008 à Genève. Organisée par l'association australienne Footprints for peace et relayée en France par le Réseau "Sortir du nucléaire", cette marche avait pour but de sensibiliser sur les nombreux problèmes liés au nucléaire civil et militaire et de dénoncer l'exploitation de l'uranium en Australie. En effet, tout comme au Niger, les conséquences sur l'environnement sont désastreuses et les premiers touchés sont les Aborigènes.

Tout au long du parcours, ce sont plus de 80 étapes où ils ont été accueillis dans la joie et la militance. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont marché à leurs côtés (plus de 200 personnes), qui les ont accueillis et encouragés tout au long de ce périple. L'accueil fut plus que chaleureux.

Cette marche a permis, à un rythme quotidien accessible à tous, d'aller à la rencontre de villageois, de passants, de ruraux, etc. et de sensibiliser par la rencontre et l'échange (plus de 10 000 tracts distribués, de nombreuses conférences publiques, animations et rencontres diverses ont égayé la marche).

Ce fut un événement intense quant aux rencontres et mobilisateur contre le nucléaire. L'année prochaine, il y aura peut-être une suite européenne avec un départ de Genève. Nous vous tiendrons informés de cette initiative.

Photos, comptes rendus et vidéos sur : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/spip.php?article711>



Action spectaculaire au forum allemand de l'Atome

Le lobby nucléaire "forum allemand de l'atome" faisait sa conférence annuelle au centre de congrès à Hambourg le 27 mai 2008. On s'est permis de redécorer la façade avec une belle banderole. Ils n'ont pas trop apprécié et nous ont envoyé les pompiers des hauteurs... mais ça a mis 2h avant qu'ils ne soient sur place... Comme l'objectif était atteint (photos, embêter le lobby), on a remballé nous-mêmes après courte discussion avec des



pompiers mal aimables. Pour une fois la banderole et le matos n'ont pas été confisqués... On est redescendus par la voie normale: l'ascenseur...

Dans le centre des congrès: plus de 1000 participants en costard-cravate un sac en tissu "Areva" ou "CNS", ou encore "Siemens" à la main.

Ah, lors des pauses cigarettes de ces messieurs (90% des hommes en costard gris; 10% des femmes en tailleur gris) on a pu "discuter" un peu avec ces lobbyistes qui tentaient de nous expliquer pourquoi le nucléaire est si bien et sûr... Comme le monde il est beau, quand on est lobbyiste !

Sur les banderoles:

La grande: "Pour notre droit à la vie - arrêter (les centrales) au lieu de séparer les atomes."

La petite: "Ca va bien la tête?"

Succès du festival du Film Court "Sortir du nucléaire"

Le 26 avril, pour ses 10 ans, le Réseau "Sortir du nucléaire" organisait un festival du film court. Quinze prix, sur plus de 50 films réceptionnés, ont été remis lors d'une projection organisée à Paris, salle Jean Dame. La salle fut comble et les spectateurs comblés par l'originalité et la diversité des films. Certains des membres du jury étaient également présents, mais nous souhaitons remercier toutes les personnes qui nous ont soutenus tout au long de l'organisation de cet événement unique en son genre.

Vous pouvez consulter les films sur le site du Réseau "Sortir du nucléaire" et commander le DVD qui compile l'ensemble des films primés plus cinq films que nous ne pouvions primer mais qui ont retenu notre attention (11 euros port compris).

Un deuxième festival est prévu... en 2010. En espérant que vous serez nombreux à y participer. D'ici là, n'hésitez pas à organiser des projections publiques des films primés (informations auprès de Jocelyn Peyret).



Vigie devant l'Organisation mondiale de la santé : une action essentielle

C'est le 7 avril 1948 que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a commencé à fonctionner sous l'égide de l'ONU. L'OMS fêtait donc ses 60 ans cette année. Ce n'est pas par hasard que l'OMS reste muette sur la question du nucléaire qui met pourtant en jeu la santé de millions de personnes, en particulier suite à la catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986). En effet, pour toute question touchant au nucléaire, l'OMS est assujettie à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en vertu d'un injustifiable accord datant de 1959. C'est donc l'AIEA, et non l'OMS, qui gère depuis 1986 le dossier Tchernobyl ; c'est l'AIEA, et non l'OMS, qui édicte des normes de radioprotection ; c'est l'AIEA, et non l'OMS, qui dirige la recherche et l'information en matière d'effets sanitaires des expositions à la radioactivité.



Le 28 mars 2008, Danielle Mitterrand apportait son soutien aux vigies présentes depuis plus d'un an devant le siège de l'OMS à Genève avec la présence d'une vingtaine de journalistes.

Voici d'autre part le témoignage de Catherine Lieber qui a fait une vigie du 28 au 30 mai 2008 :

Je voudrais raconter, pour que tout le monde reste persuadé que cette action est importante. Rester seule quelques heures sans rien faire, simplement portant une pancarte, à côté de panneaux dénonçant la complicité de l'OMS dans le crime de Tchernobyl qui se perpétue, est pour moi une expérience d'accomplissement. Je me sens à ma place, je n'ai aucun doute sur la légitimité de l'action ni sur son efficacité. Je sais que nous ne représentons rien face aux puissances coalisées pour maintenir le silence et entretenir le mensonge ; je sais que nous n'obtiendrons sans doute rien dans l'immédiat, rien de concret, rien de décisif dans les faits. Et pourtant, je nous sens indispensables sur un autre plan : comme une conscience, comme une voix qui proteste, qui affirme que la vie, la vérité sont des valeurs inaliénables. Je me sens, je nous sens comme un appel, une caisse de résonance. C'est

une longue patience, un espoir qui refuse toutes les raisons de se décourager. Quelle est donc cette efficacité? Elle est d'ordre éthique. Elle s'adresse à quelque chose en l'humanité qui transcende l'individu. Elle touche l'intelligence de l'espèce, elle vise à transformer un inconscient commun, à répandre une vibration - comme une goutte d'eau tombant dans un étang génère des cercles concentriques à l'infini. La vigie devant l'OMS continue.

Si vous souhaitez assurer une vigie, connectez-vous sur : <http://www.independentwho.info/>

Rap antinucléaire !

Duval MC "Matières premières"

Édité par Contrevents

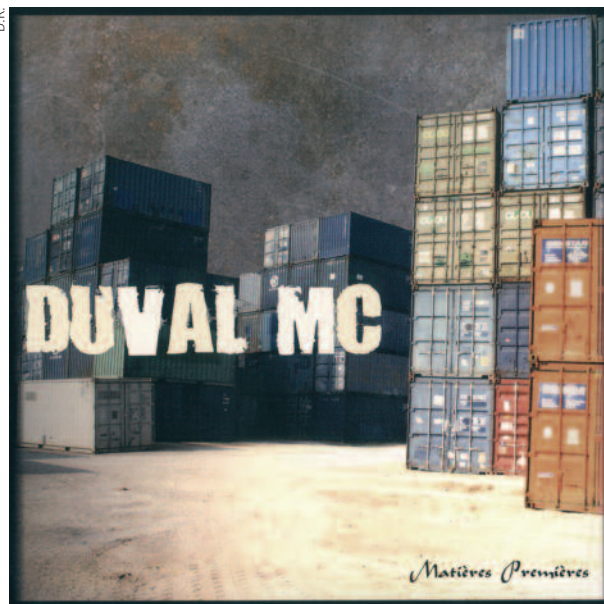
(www.contrevents.com - www.duvalmc.com)

Premier album pour Duval MC, rappeur marseillais bien connu des anti-nucléaires et des opposants au projet Iter puisqu'il s'est produit lors du rassemblement contre Iter à Marseille en novembre 2007.

Il nous livre avec ce premier opus une galette sans concession et des plus militantes. Ses textes soutiennent les luttes menées par différentes organisations, dont le Réseau "Sortir du nucléaire". Les 14 titres qui composent cet album sont portés par une voix chaude et dénonciatrice, le tout enrobé de nombreux samples mais aussi de lignes de sax, de clarinette, de trombone, de mandoline... Que ce soit pour dénoncer la politique du tout incinération du maire de Marseille, M. Gaudin, la Françafrique, le nucléaire civil et militaire, Duval MC fait mouche à chaque rime.

Qui a dit que le rap ne savait parler que de ghettos, de désir de richesses et de machisme? Le rap marseillais, à la suite de groupes comme IAM, Keny Arkana, etc. vient encore une fois s'ingérer dans la vie politique et dénoncer la mondialisation, la pollution, l'esclavage moderne...

Que vous soyez ou non adepte de rap, cet album vous fera vibrer quand il ne vous fera pas réfléchir sur nos sociétés et ses politiciens.



Le Réseau, c'est vous ! Cette revue, c'est la vôtre !

**Vous souhaitez réagir ou faire une proposition d'article au Réseau "Sortir du nucléaire" ?
N'hésitez pas à écrire à : xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr**

"Comment rénover le bâti français" : Débat...

Suite à l'article du n° 38 intitulé "La solution technique universelle ou comment rénover le bâti français", un lecteur, Jean-Pierre Anghel, nous écrit :

Il est dit qu'il faut rénover les logements construits avant 1975. Et ceux construits entre 1975 et 2008, on les rénovera après 2050 ou bien est-ce à dire que depuis 1975 on construit en France suivant un modèle du genre, type de celui préconisé dans l'encadré du même article ? [...]

A mon sens, le plus farfelu : le programme de l'auteur choisit d'isoler par l'intérieur pour sauvegarder (sic) l'architecture. D'abord, première remarque, l'isolation par l'extérieur est plus efficace, car elle supprime les ponts thermiques, deuxièmement elle n'occasionne que peu de désordre pour l'habitant, c'est plus rapide et donc moins cher. [...] Quant à préconiser (dans l'encadré) d'ajouter une isolation de 17,5 cm sur les murs, c'est tout bonnement ridicule ! Pour une maison de 70m², par exemple de 7m x 10m, faites le calcul vous-même, vous allez perdre presque 6m² ! [...] Sans compter qu'il faudra refaire une partie de l'électricité (celle qui est sur les murs

donnant sur l'extérieur), si ce n'est de la plomberie ! Adieu les 150 à 200 €/m² ! [...]

Ne serait-il pas plus simple de commencer à fabriquer des maisons neuves bien isolées ? Sachant que la RT 2005, bien que ridicule par rapport à nos voisins Suisses, Allemands, Autrichiens, etc., n'est même pas respectée en 2008 ! [...] J'ai appris que nous Français avons une foutitude de Labels et autres Référentiels réglementaires (pour être les meilleurs ?) : la RT2005, la HPE, la HPE EnR, la THPE, la THPE EnR, la BBC et dans un proche avenir le BEPAS suivit rapidement par le BEPOS....

Et pendant ce temps à Marseille, dans un éco-quartier (la signification exacte du préfixe "éco" m'échappe), seront livrés en 2010 des immeubles avec chauffage électrique à tous les étages et dans toutes les pièces. [...] Et on parle de rénovation pour l'habitat construit avant 1975 !

Olivier Sidler, auteur de l'article incriminé, et par ailleurs directeur du bureau d'études Enertech et vice-président de l'association NégaWatt, répond :

[...] Je propose à M. Anghel de faire l'effort que moi j'ai fait : réfléchir à quelque chose qui pourrait voir le jour en France rapidement, accepté par le plus

grand nombre, qu'un gouvernement de gauche, du centre, de droite ou Vert pourrait accepter de mettre en œuvre, et surtout qui tente d'inverser la tendance dans le délai de 20 ans dont on dispose.

Sans compromis, sans discussion avec l'ensemble des partenaires, sans concertation, c'est facile de traiter les autres de farfelus. Il faut proposer quelque chose que les professionnels peuvent accepter, les particuliers aussi et surtout les gouvernements. C'est cela, faire avancer concrètement le monde. Construisons ensemble, ne nous détruisons pas par des procès d'intentions inutiles.

Mon rapport sur la rénovation devrait être bientôt traduit en anglais : la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont envie de le mettre en œuvre. La situation est suffisamment grave pour songer à construire ensemble des pistes et pas à perdre notre temps en polémiques infondées. La lecture complète du rapport (disponible gratuitement sur <http://www.enertech.fr>) permettra à M. Anghel d'avoir la réponse à un certain nombre de ses remarques.

NDLR : vérification faite, le rapport de M. Sidler aborde bien les objections présentées par M. Anghel, notamment en pages 72, 75 et 76 dans la partie "Objections et idées fausses sur la STU et le programme de rénovation"

Sortir du nucléaire : les mamans et les enfants d'abord !

Nous sommes quatre enfants et nous avons vu [l'appel au rassemblement du 12 juillet]. Nous voulons absolument y aller, car nous nous sentons complètement concernés. C'est pourquoi nous insistons auprès de notre mère pour aller jusqu'à Paris (11h de route et beaucoup de dépenses). Nous n'avons pas beaucoup d'argent donc nous vous donnons ce que nous pouvons avec l'aide de notre mère qui a un chéquier, et qui donne quand même la plus grande partie de l'argent... Nous appelons le plus de gens possible pour les mettre au courant de ce rassemblement. Merci beaucoup à vous, qui organisez tout ça. Merci, merci et vive la Terre.

Zoé (14 ans), Olga (12 ans),
Louise (10 ans), et Ulysse (8 ans) – (32)



© Eric Baisson

Opposition au réacteur ITER

Jean Marcon : gardé à vue... mais regard critique !

Le 23 avril 2008, Jean Marcon, président de l'association Médiane (84), ancien administrateur et actuel représentant du Réseau "Sortir du nucléaire" en Provence, a été interpellé et mis en garde à vue au commissariat de Manosque, accusé à tort de la diffusion d'un tract contre ITER utilisant de manière ironique et parodique des sceaux officiels. Voici son témoignage :

A l'occasion de mon interpellation le 23 avril 2008 et de la garde à vue de 19 heures qui en a suivi, vous avez été très nombreux à téléphoner ou faxer au commissariat de Manosque pour demander ma libération.

Philippe Brousse m'a fait suivre les messages de ceux qui ont informé le Réseau "Sortir du nucléaire" de leur appel; j'en ai dénombré près d'une centaine. Je regrette de ne pouvoir répondre à chacun. Et je sais que beaucoup, beaucoup d'autres ont aussi téléphoné, jour et nuit, au commissariat. Cette magnifique solidarité m'a été d'un très grand réconfort et je suis persuadé qu'elle a hâté ma remise en liberté. Un grand merci à tous !

Ce sont les militants de notre association Médiane qui ont déclenché l'alarme au tout début ; alarme immédiatement relayée par le Réseau "Sortir du nucléaire" dont les responsables ont travaillé très tard dans la nuit pour alerter tous les réseaux français et même européens. Une fois de plus le Réseau "Sortir du nucléaire" a démontré qu'il était indispensable à l'efficacité de nos luttes anti-nucléaires, partout en France.

ITER : guère de place à la liberté d'expression

En parcourant distraitemment le mail d'un "fauteur volontaire" donnant des conseils sur la conduite à tenir en garde à vue, j'étais loin de penser que j'allais être dans cette situation dès le lendemain. Même en mai 68, au quartier Latin et au Comité de grève de mon entreprise, je n'avais pas expérimenté ça. Mais dans la France de 2008, les choses ont changé : quelques jours avant moi, un autre septuagénaire (de Réseau éducation sans frontières) a été placé en garde à vue à Aix en Provence alors qu'il distribuait un tract de soutien aux "sans papiers". Quant au nucléaire, il reste plus que jamais la religion d'un État aux mains de redoutables intégristes de l'atome, et la moindre voix d'opposition n'aide pas notre chef VRP à vendre à "nos amis démocrates" chinois ou libyens.

Dans la région, avec la construction d'ITER à Cadarache, les méthodes employées (sans consultation publique sérieuse, débat public après que tout ait été décidé, mise en place d'un "commando" par le préfet de région pour

s'affranchir de tous les obstacles légaux, graves atteintes à la flore et à la faune - dont plusieurs espèces protégées -, etc.) ne laissent guère de place à l'expression d'une opposition et à la liberté d'expression. Dans ce contexte, les pouvoirs publics peuvent être tentés d'organiser de telles

actions policières spectaculaires destinées à museler ou impressionner toute éventuelle opposition. Ces actions pourraient aussi servir à montrer aux pays partenaires (Russie, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Union européenne, Inde) que la France ne tolère aucune opposition à ITER; certains de ces pays partenaires n'ayant pas l'habitude de supporter, chez eux, la moindre opposition.

On pourrait aussi penser que ces méthodes sont révélatrices de sérieux problèmes auxquels doit faire face la mission ITER. En effet le budget initial d'ITER de 10 milliards d'euros sera très certainement revu à la hausse pour atteindre les 30 milliards

à la fin. Or, à la suite des États-Unis, les économies mondiales semblent être entrées dans une période de récession durable. La première conséquence pour ITER est que les États-Unis ont décidé de ne pas payer leur contribution 2008 au projet. Dans ce contexte économique mondial, on ne voit pas comment ils seraient en mesure de payer leur contribution en 2009 et les années suivantes. Les Américains n'ont jamais vraiment cru à ITER. Après s'être retirés une 1^{ère} fois, ils sont revenus sur la pointe des pieds et plusieurs hauts responsables ont toujours affirmé qu'il n'était pas question de prélever sur leur budget de recherche domestique pour financer ITER... L'exemple américain pourrait faire des émules chez les autres pays tout autant concernés par cette époque de vaches maigres. Le financement d'ITER n'est donc pas assuré ; la bête ITER est aux abois. Et une bête blessée, c'est connu, devient dangereuse...

Une piste XXXL est en cours de construction entre Fos/Mer et Cadarache et sur le site un véritable cyclone a fait disparaître la forêt abritant les espèces protégées. "Les travaux d'ITER ont ravagé le terrain (un ami a survolé récemment la zone en planeur)" nous dit un correspondant.

Jean Marcon





D.R.

Jean Marcon au milieu de ses amis de Médiane

Garde à vue : Le témoignage édifiant de Jean Marcon

L'association Médiane a son siège à Pertuis (84), je suis président de Médiane et j'habite aussi dans le 84, près de Pertuis. Médiane travaille en étroite collaboration avec le Réseau "Sortir du nucléaire" dont j'ai été administrateur en 2006. Nous avons organisé l'opposition au "Temple solaire" Iter avec 2 manifestations régionales en 2004, 2005 et une nationale en 2007 à Marseille. ITER : réacteur expérimental thermonucléaire international (Russie, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Union européenne, Inde) est un projet de prototype de réacteur nucléaire à fusion actuellement en construction à Cadarache. Ce futur réacteur coûteux, dangereux et inutile est destiné à démontrer la faisabilité scientifique et technique de la fusion nucléaire comme nouvelle source d'énergie (pour en savoir plus : <http://www.stop-iter.org/>).

Mardi 22 avril 2008

Convocation téléphonique d'un capitaine de police de Manosque (04) : je dois me rendre au commissariat de Manosque le mercredi 23/04/08 à 14h30. Il refuse de me donner les raisons de cette convocation.

Mercredi 23 avril 2008

14h15 : j'informe le capitaine que je n'irai pas à sa convocation.

18h40 : une limousine avec un véhicule de la gendarmerie de Pertuis sont dans ma cour. Dès que j'ouvre la porte, deux policiers sous la direction du commissaire Janas, directeur de la sûreté publique du 04, entrent accompagnés d'un gendarme de Pertuis. Immédiatement deux lascars

me sautent dessus et me menotent brutalement dans le dos. Je suis alors embarqué dans la limousine pour le commissariat de Pertuis. Là, je signe une acceptation de perquisition immédiate de mon domicile. Le commandant de police de Pertuis est présent. Nous nous connaissons et avons des relations "civilisées" de confiance mutuelle suite aux précédentes manifestations organisées par Médiane et le Réseau "Sortir du nucléaire".

Les "shérifs" du 04 m'enlèvent alors les menottes. Retour à mon domicile pour la perquisition à laquelle procèdent le directeur de la sûreté publique du 04, le capitaine de police Pistorès et le sous-officier, chauffeur de la limousine.

19h30-20h30 : Perquisition de la maison par les trois policiers sous l'œil narquois et étonné, me semble-t-il, du lieutenant de la gendarmerie de Pertuis :

Je suppose qu'ils recherchent parmi les dossiers Iter le fameux tract anonyme utilisant des sceaux officiels et qui a circulé dans la région en début d'année. (...) Ces messieurs sont pressés : ils vident tous les placards et laissent tout éparpillé par terre. Pour accéder aux rangements élevés ils montent avec leurs chaussures sur des chaises fragiles, et ignorent les protestations de ma femme. Après la maison, on continue à la cave et au garage qui recèle beaucoup d'archives.

Finalement, ils confisqueront les derniers dossiers de l'association et surtout l'ordinateur.

Vers le milieu de la perquisition, je vois arriver avec plaisir une douzaine d'amis : c'est le Conseil d'Administration de Médiane au complet accompagné de quelques adhérents. Ils n'ont pas traîné pour arriver et surtout ils ont déjà alerté le Réseau "Sortir du nucléaire". Quel soulagement pour ma femme et moi ! Nous ne sommes plus seuls face cette escalade policière.

20h45 : Je suis embarqué pour la garde à vue à Manosque. Avant le départ, ils demandent à

emporter les médicaments que je suis supposé prendre et sont incroyables d'apprendre qu'à mon âge, je ne prends rien pour assurer ma survie... J'emporte seulement un sandwich et heureusement car il n'y avait rien à manger en garde à vue.

40mn à bord d'une limousine vers Manosque : à la droite du chauffeur, M. le Directeur de la Sûreté du 04, costume gris, cravate ; à l'arrière, le capitaine de police et moi, l'inculpé.

Silence total. J'essaie d'apprécier la situation : je pensais qu'on ne déplaçait les grosses pointures de la police que pour la neutralisation de dangereux parrains ! Quelle promotion pour moi ! Je blague, mais eux semblaient y croire à leur rôle de "shérifs". J'ai compris par la suite qu'ils n'ont aucun sens de l'humour.

Vers 21h30-22h au commissariat : Le capitaine à qui j'ai donné le numéro de téléphone de mon avocat me dit qu'on ne peut pas le joindre. Il me demande si je veux un avocat commis d'office. Je demande qu'on essaie d'abord de joindre le mien et il m'assure qu'il l'appellera à la 1^{ère} heure le lendemain. Je ne suis pas autorisé à appeler qui que ce soit d'autre. Le capitaine et M. le Directeur se plaignent que j'ai gâché leur soirée en famille. Ce dernier me dit de mettre la nuit à profit pour réfléchir. Mais je n'ai rien à réfléchir puisque je suis innocent et n'ai rien à voir avec cette affaire.

Vers 22h : la garde à vue :

On m'emmène au sous-sol ; un homme m'allège de mes papiers, ceinture et chaussures. Puis il m'enferme. Je n'ai pas pu croiser le regard de ce fonctionnaire, il a opéré sur moi comme si j'étais un objet, le énième objet qu'il met au placard.

Cellule carrée de 2,50m de côté avec tout un côté vitré, exposé comme un fauve au zoo. Sauf qu'il n'y a pas de visiteurs ici. Puissant néon au plafond et bruyante soufflerie qui impulse une température de 27°C. Banquette et couverture pour s'allonger.

Vers 23h30 : on me ramène chez le capitaine pour signer des papiers et retour en cage.

Impossible de dormir à cause de la lumière et de la soufflerie. Je fais de la gymnastique, je compte lentement jusqu'à 1000, puis je recommence. Je guette les rares pas dans le couloir, mais il n'y en a plus. (...)

Jeudi 24/04/08

J'ai dû finir par m'assoupir enfin quand des bruits de clés, de portes et de voix me ramènent à la réalité. "C'est la relève !" m'annoncent 2 jeunes gardiens. J'apprends qu'il est 5 heures. En cage on ne sait pas si c'est le jour ou la nuit.

7h30 : un fonctionnaire, de bonne humeur, vient me chercher. C'est pour les empreintes et les photos. "J'ai pas souvent des clients septuagénaires comme vous !" déclare-t-il hilare.

Un autre vient me proposer le petit-déjeuner : un jus de fruit ; le café est payant. Je lui dit d'aller se faire..., car je suis parti sans un sou. Deux minutes après il revient avec un café : "c'est le personnel qui vous l'offre !" Le photographe me fait comprendre qu'on ne m'interrogera pas avant 10h30 car la fonction

de la garde à vue est de vous faire mijoter, isolé, de manière à être mûr pour avouer tout ce qu'ils veulent.

10h30-11h00 :

interrogatoire dans le bureau du capitaine :

Je revois la lumière du jour.

Question : Quand êtes-vous venu à Manosque la dernière fois ?

Réponse : vers la mi-2007.

Q : Distribuez-vous des tracts habituellement ?

R : Il y a longtemps que je ne l'ai pas fait.

Il tape tout ce que je dis mais souvent utilise d'autres mots que les miens ; je dois lui faire corriger la déposition.

Puis il me déclare : "Vous avez beaucoup d'amis ! Ils nous appellent au téléphone".

Cette information est un formidable réconfort. Depuis la mise en cage je n'avais aucune nouvelle de l'extérieur. La solidarité est en action.

C'est 11h, le capitaine me dit qu'il n'a toujours pas pu joindre mon avocat. J'accepte donc l'avocat commis d'office.

Q : Connaissez-vous la dame qui est à côté de vous ? Il me montre une photo pas très nette.

R : Non.

Q : Vous reconnaissez-vous sur cette photo ?

R : Apparemment c'est moi.

Puis : Cependant je ne reconnais pas le gilet type "pare-balle" dont je suis affublé sur cette photo. Il refuse de taper le qualificatif "pare-balle".

Je ne reconnais pas non plus les lunettes noires à verres ronds que j'ai sur la photo. D'ailleurs je ne porte jamais de lunettes noires, hormis pour la conduite auto.

Sur ce cliché la personne qui est supposée être moi et la dame à côté portent un paquet de feuilles A4.

Q : Où pensez-vous que cette photo a été prise ?

R : Aucune idée ! La dernière fois que j'ai peut-être distribué des tracts, ça pourrait être lors des

© Stéfán Reidel





manifestations contre l'ITER en 2004 ou 2005. Puis ironiquement j'ajoute : le président de Médiane ne distribue plus de tract depuis longtemps ; ce n'est pas dans les attributions d'un président !

Le Capitaine : "Ce cliché a été pris le 9 février 2008 à 15h par une caméra de vidéo surveillance près de la Poste à Manosque."

Q : Quelle est votre réaction ?

R : C'est scandaleux ! Avec ce montage photo vous utilisez des méthodes dignes de la police chinoise, de la STASI. Je demande une expertise de cette photo.

Et j'ajoute : Comment pouvez-vous vous prêter à de telles ignominies ? Mais bien sûr vous l'aurez votre promotion !

Il est indigné.

(...)

Je signe la déposition et retour en cage.

11h30 : Avocate commise d'office. L'entretien est légalement limité à quelques minutes. Elle m'informe de mes droits : droit de voir un médecin, etc. Je lui demande d'appeler mon avocat. Retour en cage.

Vers 12h : plateau repas. Je n'avais pas mangé depuis le sandwich de la veille à 19h.

Puis je me prépare mentalement à la prolongation de la garde à vue à 48h.

13h : On me rend mes affaires et retour dans le bureau du Capitaine.

M. Le Directeur de la Sûreté m'accueille et déclare que je suis libre.

Dehors Vincent, un sympathisant de "Sortir du nucléaire" est là ; il attend ma sortie depuis 9h.

Il m'apprend que mon épouse est venue ce matin pour être interrogée. Il est entré dans le commissariat avec elle et a vu le fonctionnaire qui répondait aux incessants appels téléphoniques et qui répondait "Je prends note de votre demande". En fait il ne prenait aucune note, mais il a bien transmis à ses supérieurs que le téléphone sonnait continuellement pour demander ma libération.

Aux policiers qui lui disaient que ça ne servait à rien d'attendre car on ne savait pas quand je serai libéré, Vincent déclarait : "je reste jusqu'à sa sortie !".

Vincent m'a ramené chez moi à 40km au Sud-Ouest de Manosque alors qu'il habite à 40km au nord-Est. Encore merci Vincent.

19h à la maison :

Depuis mon départ la veille, le téléphone a sonné continuellement : des messages de soutien, innombrables. Plusieurs journalistes ont voulu me parler, avant mon arrivée...

Deux veulent venir vers 17h30 à la maison ; seule la correspondante de la Provence sera là finalement, elle publiera un assez bon article. Les amis de Médiane et de "Sortir du nucléaire" arrivent, et j'apprends ce qui s'est passé dehors : la mobilisation locale, régionale et nationale. Ceux de Médiane et au Réseau "Sortir du nucléaire", Philippe et les autres ont travaillé tard dans la nuit pour amener tous les adhérents. Et les adhérents ont répondu "présents" ; le commissariat de Manosque a été submergé d'appels. Merci à tous.

Jean Marcon

jean.marcon@free.fr

Soutenez l'action de l'association Médiane en envoyant un chèque de 10 euros à :
Médiane, Jean Marcon, M C A
167 Rue Resini, 84120 Pertuis

Document confidentiel **défense** EPR

Ma journée à la DST : Compte rendu, par Stéphane Lhomme

Ce mardi 25 mars 2008, en tant que porte-parole du Réseau "Sortir du nucléaire", j'étais convoqué au siège national de la DST (Direction de la surveillance du territoire), dans le cadre de l'affaire du document "confidentiel défense", issu d'EDF, qui concerne le réacteur nucléaire EPR, actuellement en construction à Flamanville (Manche). Un second EPR a même été annoncé par N. Sarkozy le 3 juillet 2008.

Petit retour en arrière : en novembre 2003, et à de nombreuses reprises par la suite, le Réseau "Sortir du nucléaire" a fait savoir qu'il détenait un document de la plus grande importance qui reconnaît que, contrairement à la thèse officielle, l'EPR n'est pas conçu pour résister au crash (suicide ou accidentel) d'un avion de ligne¹. J'ai même brandi ce document à la télévision dans l'émission France Europe Express le 16 novembre 2004, face à Mme Lauvergeon (Présidente d'Areva).

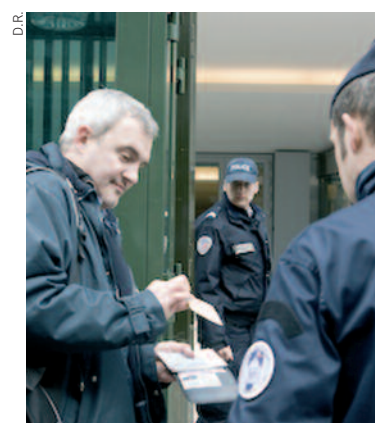
Or, pendant près de trois ans, à part quand même quelques articles dans la presse nationale, l'affaire n'a pas fait le bruit qu'elle méritait : en effet, si sa construction est menée à terme, l'EPR sera le premier réacteur "post 11 septembre 2001". Chacun le comprend bien, il est injustifiable que ce réacteur ne résiste pas à un crash-suicide.

Cette évidence a d'ailleurs été bien perçue par les autorités françaises et les industriels du nucléaire qui ont donc décidé de cacher la vérité. Ainsi, Mme Lauvergeon a déclaré à de nombreuses reprises que "le réacteur EPR a été conçu pour résister à tout, y compris aux chutes d'avion". Or le fameux document reconnaît exactement l'inverse². Conclusion claire... mais intolérable pour l'Etat pronucléaire.

Il n'est donc pas surprenant - même s'il est difficile de comprendre pourquoi cela s'est produit au bout de deux ans et demi - que la DST ait fait irruption dans cette affaire, le 16 mai 2006. Placé en garde à vue, soumis à un interrogatoire serré pendant quatorze heures, je n'ai bien sûr pas répondu à la question "Qui, à EDF, a fourni des informations sensibles au Réseau "Sortir du nucléaire" ?". La DST s'est emparée chez moi de dizaines de documents et de matériel informatique dont nous attendons toujours la restitution.

Après avoir bu un verre avec les gens rassemblés pour manifester leur solidarité, je suis donc entré dans l'immeuble de la DST à 14h ce mardi 25 mars 2008, et... j'ai immédiatement été placé en garde à vue. Surprise, il m'a été annoncé que c'était la suite de celle commencée près de 2 ans plus tôt : sur 24h, il m'en restait 10 à "tirer" ! Je ne savais pas qu'on pouvait ainsi découper en tranches une garde à vue.

Après diverses formalités — fouille, déshabillage, rhabillage, inventaire du sac, visite médicale, entretien (1/2h) avec l'avocat du Réseau "Sortir du nucléaire", etc. — entrecoupées de "repos" en cellule, les affaires sérieuses ont commencé. J'ai retrouvé ma capitaine "préférée", une certaine Nolwenn (non, pas la chanteuse), pas commode et très droite dans ses bottes — elle portait des bottes.



1 Précision fondamentale : par cette action de désobéissance citoyenne, nous ne mettons personne en danger puisque l'EPR n'existait alors que sur le papier, et n'est aujourd'hui encore qu'au début de sa construction. Pour qu'aucun terroriste ne puisse mettre à profit les informations désormais publiques, il suffit... que l'EPR ne soit pas construit. Si des gens sont irresponsables dans cette affaire, il s'agit bien de ceux - industriels et politiques - qui ne font pas stopper le chantier de l'EPR.

2 Le fameux document confidentiel défense reconnaît que "les hypothèses relatives à l'impact [d'un avion] doivent assurer une couverture "raisonnable" du risque et ne peuvent prétendre couvrir toutes les éventualités". L'aveu est clair et sans appel.

On trouve aussi dans ce document des raisonnements biscornus comme :

"Compte tenu qu'une centrale nucléaire ne forme pas une très grosse cible et qu'elle est nettement moins haute qu'un immeuble de grande hauteur, il est sans doute assez difficile pour un pilote non chevronné de viser très précisément une zone sensible". C'est d'autant moins convaincant que, le 11 septembre 2001, des pilotes "non chevronnés" ont malheureusement prouvé qu'ils étaient capables de véritables prouesses.

Mieux : "Un impact en vol horizontal stabilisé supposerait un vol à très basse altitude à peu près impossible à envisager sauf peut-être pour certains sites en bord de mer". Or, l'EPR est justement prévu... pour être installé en bord de mer. Inutile d'en rajouter : l'EPR ne résisterait pas à un crash-suicide.



3 Merci à tous les gens qui nous soutiennent dans cette affaire, anonymes ou personnalités, parmi lesquelles Olivier Besancenot donc, mais aussi José Bové, Noël Mamère, Cécile Duflot, le nouveau sénateur Jacques Muller, etc.

"Madame Nolwenn" – c'est ainsi que je m'adressais à elle – m'a expliqué ce que je savais déjà : le délit de "compromission du secret de la défense nationale" est constitué à mon encontre et incontestable. Ça tombe bien, nous ne le contestons pas : au contraire, nous le revendiquons. J'ai eu droit à une lecture du code pénal, me confirmant que la peine prévue était de 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende. Mais c'est un maximum : avec un peu de chance, je n'écoperais que de 58 mois et 72 000 euros !

A la recherche de la taupe

J'ai demandé à mes interlocuteurs les raisons de cet étonnant "vide" entre le 16 mai 2006 et ce 25 mars 2008 : s'étaient-ils donc endormis ? Réponse

négative : ils m'ont montré une énorme pile de documents et dossiers accumulés depuis. Les questions se sont alors faites plus précises : de toute évidence il s'agissait de "remonter" la piste pour savoir qui, de l'intérieur d'EDF, avait fait parvenir des documents aux antinucléaires. Bonne nouvelle : les enquêteurs semblent donc en échec sur ce plan.

Une liste de responsables d'EDF m'a même été présentée : les policiers espéraient-ils vraiment que je leur désigne la "taupe" ? De toute façon, je leur ai fait la même réponse qu'en 2006 : celui qui m'a donné le document "confidentiel défense", c'est... le facteur ! Non, pas Olivier Besancenot 3, mais mon facteur à moi, celui qui passe dans ma rue ! Curieusement, la DST n'a pas souhaité arrêter cet "espion" caché sous l'uniforme de La Poste.

J'ai alors signifié que, m'étant levé à 6h du matin, je commençais à sentir les effets de la fatigue et que je me ferais un plaisir de continuer cet entretien... le lendemain matin. Je me suis alors fait sévèrement "gronder" : il paraît que "la DST n'est pas un hôtel" et que "la garde à vue n'est pas faite pour dormir."

J'ai aussi eu droit à une scène digne d'un mauvais téléfilm policier, du genre "Si tu sors les mains en l'air, on ne te comptera pas la prise d'otage, juste le braquage". Ben voyons. En l'occurrence, si je consentais à donner des informations sur la "taupe", le tribunal saurait "en tenir compte". J'ai éludé la proposition d'un bâillement distrait.

Mes interlocuteurs ont alors tenté autre chose : "A cause de vous, des gens innocents chez EDF vont être mis en cause". Bigre, la DST est prête à arrêter n'importe qui, même des innocents (il y en a donc chez EDF, notez bien !). Peine perdue.

Dépités, Madame Nolwenn et ses collègues m'ont expliqué qu'il était hors de question de me garder jusqu'au lendemain, pour ne pas que l'affaire prenne trop d'ampleur sur le plan médiatique. Ils ont même estimé que c'était là mon objectif. Que de suspicions !

Finalement, j'ai été relâché un peu avant 23 heures, sans avoir répondu aux questions des policiers, visiblement déçus : Madame Nolwenn m'a accompagné jusqu'à la sortie... mais a tourné les talons sans même me dire au revoir.

L'affaire reste donc en cours, je garde au-dessus de la tête une épée de Damoclès de 5 ans de prison et de lourdes amendes. Mais surtout... il me reste 1h15 de garde à vue à faire !

Stéphane Lhomme



© Jaleez

Economies d'énergie : le pactole oublié

Ce qu'il y a de bien, avec l'augmentation du prix du pétrole, c'est que paradoxalement elle nous enrichit. Plus le baril est coûteux, plus il révèle l'ampleur des gains possibles des politiques d'économies d'énergie.

Celles-ci sont les plus efficaces pour réduire la consommation de pétrole et autres combustibles fossiles : l'Agence internationale de l'énergie (AIE) conclut, dans son rapport "World Outlook 2006", que pour stabiliser en 2030 les émissions de gaz carbonique - reflétant précisément la consommation d'énergie -, les gains d'efficacité énergétique compteront pour 65 % des progrès par rapport à la prolongation de la tendance actuelle. Le nucléaire n'intervient que pour 10 % et les énergies renouvelables pour 12 %.

C'est donc dans ce domaine que les responsables devraient chercher la réponse prioritaire à la hausse du prix du pétrole. "Investir dans l'économie d'énergie aujourd'hui, c'est créer le pouvoir d'achat de demain", résume Matthieu Orphelin, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Après le choc pétrolier de 1973, les efforts entrepris se sont relâchés dans les années 1990 : la consommation globale d'énergie entre 1990 et 2005 a crû de 23 % dans les pays développés, notamment du fait du transport et de l'habitat, deux secteurs qui ont vu leur consommation gonfler de 37 %. Il faut changer la tendance. Mais économiser l'énergie ne se résume pas à une solution magique, cela suppose de recourir à une large palette d'instruments.

Réduire les gaspillages

Consommer moins revient le plus souvent à réduire les gaspillages. Ainsi, ramener la température de chauffage à 19°C permet de sérieux gains, une augmentation de 1°C augmentant de 20% les dépenses de chauffage.

Eteindre son ordinateur quand on n'en a pas l'usage prend tout son sens quand on sait que le milliard d'écrans d'ordinateurs existant dans le monde consomme autant d'électricité que la Suède (130 000 gigawattheure). Avoir moins d'objets, éteindre lumières et appareils inutilisés reste le meilleur moyen d'économiser l'énergie.

Recourir aux progrès technologiques

C'est une source majeure de gain : les chaudières à condensation offrent un meilleur rendement, les détecteurs à infrarouge allument les lumières seulement si des personnes sont présentes, les voitures hybrides consomment moins d'essence, les compteurs à télérelève favorisent une meilleure gestion des pointes de consommation électrique.

De bons choix techniques sont aussi importants, comme l'installation, pour les équipements publics, de centrales à cogénération : elles génèrent à la fois chaleur et électricité et assurent un meilleur usage des énergies utilisées.

Repenser la tarification

Le potentiel de cette démarche commence seulement à être exploré. Un premier instrument est le bonus-malus, qui

consiste à abaisser le prix des produits les moins consommateurs, et à augmenter celui des plus polluants. Appliqué à l'automobile, il a rencontré un succès surprenant, les ventes de voitures avec bonus ayant progressé en France de 45 % dans les quatre premiers mois de son application.

Autre instrument, la tarification progressive : plus l'on consomme un bien, plus il coûte cher. Des expériences avec l'eau montrent que ce système, de surcroît plus juste socialement, réduit fortement les gaspillages. On pourrait l'étendre à l'électricité.

Développer l'écoconception

Elle vise à réduire, lors de leur création, le poids des objets ou la consommation d'énergie que requiert leur fonctionnement. Dans le bâtiment, c'est l'architecture bioclimatique qui combine inertie thermique des parois, isolation, utilisation maximale du soleil, végétation sur les toits. Mais la politique d'efficacité énergétique n'est pas seulement une question de technique. Disparités et usages sociaux sont aussi importants.

Privilégier l'organisation collective

Elle permet de privilégier l'usage plutôt que la propriété. Le meilleur exemple est celui du Vélo'V à Lyon ou du Vélib' à Paris. Le système s'étend - timidement - à l'automobile. Les collectivités peuvent aussi, par des "plans de déplacement d'entreprise" limiter les transports automobiles de leurs salariés. Et la limitation de la vitesse à 100 km/h sur les autoroutes serait, selon l'AIE, une des mesures les plus efficaces.

Jouer sur la distribution des revenus

Ce paramètre est crucial : les ménages les plus riches consomment proportionnellement davantage d'énergie que la moyenne, comme l'a montré Christian Brand, chercheur à l'université d'Oxford. Dans l'échantillon de population étudié, 10 % des personnes - généralement les plus fortunées - sont responsables de 43 % des émissions de gaz carbonique du groupe, alors que les 10 % des ménages les plus pauvres ne produisent que 0,1 % des émissions...

Penser globalement les usages

Améliorer l'isolation des maisons dont les occupants doivent prendre la voiture tous les jours pour aller travailler à 50 km n'a pas grand sens. Il faut revoir les politiques urbaines et, pour ce qui concerne la production, envisager des relocalisations des entreprises afin de réduire les transports de leurs salariés.



© Scott Maxwell

Hervé Kempf

Article paru dans *Le Monde* du 5 juin 2008

Un référendum pour les éoliennes et pas pour les déchets nucléaires ?

Des sénateurs, dont l'ancien président de Région Jean-Claude Etienne, proposent de rendre obligatoire la consultation des citoyens pour l'implantation d'éolienne. Et Bure, dans tout ça ?

Une proposition de loi, déposée récemment au Sénat par Philippe Marini, et soutenue par quelques vedettes de la majorité comme Hubert Falco, devenu depuis secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, l'ancien Premier ministre Jean- Pierre Raffarin, Serge Dassault, Gérard Larcher ou encore l'ancien président du Conseil régional de Champagne-Ardenne et actuel sénateur de la Marne Jean-Claude Etienne, tend "à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur" (50 mètres). Une consultation dont le résultat ne lierait toutefois pas les collectivités territoriales concernées.

Selon ces chers sénateurs, "si l'expansion de cette source d'énergie renouvelable est un bien, elle ne doit se traduire, sur le terrain, ni par des nuisances, notamment visuelles, trop importantes pour les riverains, ni par une défiguration des paysages avoisinants".

"Le temps où certains voulaient imposer aux populations des projets est révolu"

Les sénateurs ajoutent : "Le temps où certains voulaient imposer aux populations des projets est révolu. La demande d'information et de transparence est aujourd'hui essentielle. Chaque élu a non seulement le devoir d'y faire droit, mais aussi celui de susciter la participation des citoyens". C'est beau comme de l'antique !

Mais, il n'y a pas si longtemps, plus de 50 000 Haut-Marnais et Meusiens ont signé une pétition réclamant un référendum local - non décisionnel également - sur l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. Demande refusée au prétexte qu'une collectivité locale ne peut organiser un référendum sur un sujet qui n'est pas de sa compétence, comme cela semble être le cas pour le nucléaire.

Au-delà de la question juridique, "sur ces questions complexes, l'outil référendaire apparaît bien inadapté", avait de toute façon martelé Bruno Sido au Sénat, lors du vote de la loi sur les déchets nucléaires en juin 2006.

Pourtant, le stockage de déchets nucléaires est a priori plus préoccupant pour les citoyens que l'implantation d'éoliennes. D'où la réaction d'une lectrice de L'affranchi, Bernadette Remenant,

surprise de cette initiative des sénateurs : "A mon sens, l'implantation d'éoliennes est bien plus judicieux et permet avec d'autres énergies renouvelables de réduire le besoin en électricité d'origine nucléaire et par conséquent de réduire la quantité de ces déchets dont personne ne sait que faire".

Pour les déchets nucléaires, il y a les fameux fonds d'accompagnement

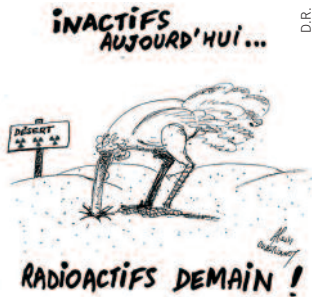
Mais si le référendum apparaît "inadapté" pour les déchets nucléaires, comme le soutient Bruno Sido, n'est-ce pas plutôt lié aux fameux fonds d'accompagnement du laboratoire de Bure (20 millions d'euros par an pour les deux départements concernés qui permettent, par exemple, au Conseil général de la Haute-Marne de reconstruire ou réhabiliter la totalité de ses collèges ou encore de construire un nouveau mémorial dédié au général de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises ?)

N'est-ce pas lié aussi aux actions désormais menées sur le terrain par EDF, le CEA et AREVA qui, à cause du projet d'enfouissement des déchets qu'ils produisent, entendent faire de la Meuse et de la Haute-Marne "un territoire de référence pour une nouvelle offre en énergie renouvelable valorisant la biomasse" ou encore "un territoire pilote pour la maîtrise de la demande en énergie et la réduction des émissions de CO2 par les bâtiments", sans oublier de "valoriser le potentiel industriel de Meuse et Haute-Mame, en particulier la métallurgie" et d'apporter "un appui au développement ou à l'implantation de PME-PMI et un accompagnement des collectivités locales dans leurs projets de développement»?

Evidemment, toutes ces mesures n'existent pas pour favoriser l'implantation des éoliennes. Mais cela n'empêche pas Bruno Sido d'utiliser Bure comme une monnaie d'échange dans le cadre du projet de réforme des armées quand il dit : "On ne peut pas à la fois recevoir l'enfouissement des déchets nucléaires et accepter le départ des militaires. Les Haut-Marnais ne le comprendraient pas".

Et si on leur demandait leur avis ?

L'Affranchi de Chaumont
C.P. 25.04.08



La Suisse détruit des preuves d'un trafic nucléaire

Le gouvernement helvète reconnaît qu'il s'est introduit dans un dossier instruit par la justice pour effacer les preuves d'un trafic de technologie nucléaire entre le Pakistan et la Libye. Explosif.

C'est James Bond au pays du gruyère. Le 4 octobre 2003, on découvre dans un bateau allemand, baptisé BBC China, dans le port italien de Tarente, des conteneurs contenant des pièces de centrifugeuses pouvant produire de l'uranium enrichi, utilisable pour fabriquer une bombe atomique. L'opération a été montée par Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe atomique pakistanaise. Le matériel a été fabriqué par une société de Malaisie, Scope, sous le contrôle de trois ingénieurs suisses. L'heureux bénéficiaire ? La Libye.

Aussitôt, la CIA et le MI6 mettent sous le nez du colonel Kadhafi les preuves de son programme nucléaire secret. Le maître de Tripoli tourne aussitôt sa veste : il déclare renoncer à la bombe à condition que l'Occident lui ouvre les portes et ne considère plus son pays comme un État voyou.

Déchirés... les p'tits papiers

Mais pendant ce temps, l'enquête continue. La justice suisse inquiète trois ingénieurs suisses installés dans le canton de Saint-Gall : Friedrich Tinner, et ses deux fils, Urs et Marco. Ainsi qu'un ingénieur allemand, établi en Suisse, Gotthard Lerch. Friedrich Tinner est en contact avec Abdul Qadeer Khan depuis le début des années 1980. Son nom apparaît dans des dossiers concernant la contrebande de matériel nucléaire en direction de l'Iran et de l'Irak.

Les Tinner se retrouvent en prison pour participation présumée à un trafic international de matériaux atomiques. Ils sont accusés de "violation de la loi fédérale sur l'exportation de matériel de guerre". Or, le 8 février 2008, des parlementaires découvrent que le Conseil fédéral (le gouvernement suisse) a fait détruire des informations ultrasensibles provenant de ce trafic de matériel nucléaire instruit par la justice fédérale depuis quatre ans.

De quel droit le politique intervient-il dans un dossier judiciaire ? Pascal Couchepin, le président de la Confédération, répond que le dossier "contenait des plans détaillés pour la fabrication d'armes nucléaires, de centrifugeuses à gaz permettant d'obtenir l'uranium enrichi nécessaire à cette fin ainsi que des systèmes de guidage de missiles. Il s'agissait d'éviter à tout prix que ces informations ne tombent entre les mains d'une organisation terroriste ou d'un État non autorisé".

Un dossier explosif

En clair, quand la justice possède des dossiers trop sensibles, le gouvernement se donne le droit de les détruire. Cette façon d'agir pourrait inspirer l'Élysée ! Pour les socialistes et les Verts suisses, il s'agit d'une atteinte grave à la séparation des pouvoirs. Le Conseil fédéral (gouvernement) a outrepassé ses compétences. La délégation des commissions de gestion, l'équivalent d'une commission d'enquête parlementaire, doit rendre un rapport d'ici l'automne sur cette affaire. Elle a déjà exprimé, par écrit, sa désapprobation à l'égard de la destruction des documents.

En fait, certains élus soupçonnent des pressions américaines sur le gouvernement suisse. Washington craint que cette enquête ne puisse prouver que le Pakistan, allié des États-Unis, garde les mains libres pour commercialiser son savoir-faire en matière nucléaire. Islamabad vendrait des composants servant à la fabrication d'une arme nucléaire à des États voyous avec la bénédiction (sinon avec la protection) de la Maison-Blanche ! Explosif.

Ian Hamel

Source : <http://www.bakchich.info/>



Solaire :

un formidable potentiel pour notre avenir énergétique. L'Allemagne nous montre la voie à suivre !

Diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, c'est possible. Le rapport des experts internationaux du Centre spatial allemand (DLR) prévoit une sortie complète du nucléaire pour l'Allemagne, d'ici à 2025 et démontre que des mesures d'efficacité énergétique pourraient diviser de moitié la demande mondiale d'énergie finale. Toujours selon ce rapport, les énergies renouvelables seraient à même de couvrir près de la moitié de la demande d'énergie primaire, le reste étant de modifier nos comportements dans les économies d'énergie. Le soleil fait partie de cette énergie qu'il nous dispense chaque jour généreusement...

À droite :
Maison individuelle avec photovoltaïque raccordée au réseau, à proximité de Strasbourg, sur la rive allemande du Rhin

Le Soleil appartient à l'Humanité

En une heure, le soleil fournit à la Terre une quantité d'énergie supérieure à celle que le monde entier consomme en moyenne pendant une année. L'énergie solaire reçue par la Terre, vaut en chiffres ronds, environ 10 000 fois la quantité totale d'énergie consommée par l'ensemble de l'humanité. En d'autres termes, capter 0,01 % de cette énergie nous permettrait de nous passer de pétrole, de gaz, de charbon et d'uranium : c'est dire que cela fait un certain temps que l'homme caresse l'idée d'exploiter cette énergie de manière significative. Il y a pourtant loin de la coupe aux lèvres : en 2002, le solaire a représenté 0,01 % de l'énergie consommée en France ! Est-ce à dire que le pays ne pourra jamais en tirer mieux ? Alors que l'Allemagne est devenue le premier marché mondial du photovoltaïque (en production directe d'électricité à partir de l'énergie solaire) avec une production en 2006 de près de 1150 Mwc... sur les 3400 Mwc installés dans l'Union européenne. A titre de comparaison la France n'a produit que 6,1 Mwc la même année

Une politique très volontariste outre-Rhin

En Allemagne, le solaire thermique et photovoltaïque bénéficie du soutien de l'Etat et des politiques publiques, tout comme les autres formes d'énergies nouvelles, dans le cadre d'un programme fédéral intitulé "Marktanreizprogramm zur Förderung erneuerbarer Energien" (programme de stimulation du marché pour le soutien aux



énergies renouvelables). Une directive entrée en vigueur en janvier 2007 fixe les nouveaux détails de ce programme. Les particuliers allemands qui souhaitent investir dans l'installation de panneaux photovoltaïques ou de collecteurs solaires thermiques disposent, pour leur projet, de deux principaux mécanismes de soutien : les subventions émanant de l' "Office fédéral de l'économie et du contrôle des exportations" (Bafa), ainsi que des prêts à taux préférentiels proposés par la banque publique KfW.

Le marché allemand domine très largement le secteur du photovoltaïque européen. Sur les 1245,7 Mwc de puissance photovoltaïque supplémentaire installée en 2006 en Europe, la contribution de l'Allemagne s'élève à 1153 Mwc. Grâce à l'Allemagne, les objectifs du Livre blanc de la Commission européenne devraient être atteints avec quatre ans d'avance.

Comment ça marche ?

Le photovoltaïque désigne la transformation directe du rayonnement solaire en énergie électrique au moyen de cellules solaires. Jusqu'à présent, ces cellules sont généralement constituées de silicium (semi-conducteur). Un traitement approprié du silicium permet d'obtenir différentes couches qui génèrent un champ électrique. Quand la cellule photovoltaïque reçoit de la lumière, des charges positives et négatives sont séparées par un champ électrique. Ces charges sont prêtes à être utilisées aux deux pôles de la cellule, comme une



Ci-dessus :
Onduleur transformant le courant continu solaire en courant alternatif injecté dans le réseau

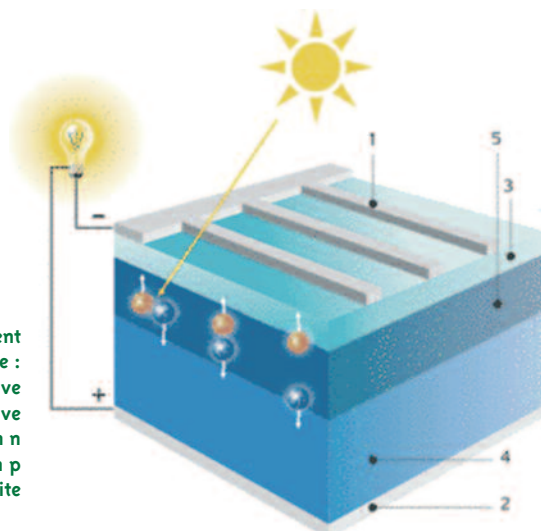


Schéma de fonctionnement d'une cellule solaire :
1. Electrode positive
2. Electrode négative
3. Silicium n
4. Silicium p
5. Couche limite

pile. Le courant continu généré par le soleil peut être directement exploité puis stocké dans des batteries. Il est également possible de transformer cette électricité en courant alternatif à l'aide d'un onduleur et alimenter ainsi le réseau électrique global.

Face à une demande très forte, une production difficile à suivre...

Ces dernières années, des investissements importants ont été réalisés en Allemagne, aussi bien dans des usines afin de fabriquer des cellules et panneaux photovoltaïques cristallins, que dans des usines destinées à la production de panneaux à couches minces. Tous les produits intermédiaires, du silicium jusqu'aux onduleurs, en passant par les lingots, wafers (gaufrettes), cellules et panneaux photovoltaïques ainsi que les panneaux à couche mince, sont des produits de haute qualité fabriqués dans plus de 50 usines situées sur le territoire allemand. D'autres pays sont également à la pointe de la fabrication tels que le Japon, l'Australie, les Etats-Unis, etc. mais la demande est tellement forte dans le monde, que la production à flux tendu rend difficile la livraison des produits en temps voulu.

Des installations de tailles variables

Il existe et se généralise en Allemagne des installations photovoltaïques couplées au réseau qui sont dotées de catégories de puissance les plus variées. Les petites installations d'une puissance nominale comprise entre 3 et 4 Kwc sont la plupart du temps installées sur les toits d'habitations privées. Les installations de taille moyenne comportant une puissance généralement comprise entre 30 et 50 Kwc sont souvent installées sur des bâtiments industriels, des immeubles de bureaux, des bâtiments agricoles, écoles, mairies, ainsi que

d'autres bâtiments publics. Les grandes installations dotées d'une puissance de plusieurs mégawatts sont construites, en règle générale, en tant qu'installations indépendantes sur support au sol. La plus grande installation en cours de construction en Bavière, possède une puissance de 40 Mwc. La plupart de ces productions sont réinjectées dans le réseau au même titre que l'éolien et la biomasse.

Une augmentation considérable du marché solaire dans le monde

La branche de l'énergie solaire est un secteur d'activité en plein essor. Environ 1,3 million d'installations solaires sont déjà opérationnelles en Allemagne. Au total, des cellules photovoltaïques d'une puissance d'environ 500 mégawatts ont été fabriquées en 2006. En deux années seulement, de 2006 à 2008, 15 nouvelles usines solaires et jusqu'à 10 000 emplois ont été créés dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat dans le domaine de la technologie solaire. Ces chiffres correspondent à une augmentation considérable grâce à l'émergence de nouveaux marchés à l'échelle mondiale.

L'Allemagne est devenue en 2006 le premier marché mondial du photovoltaïque (production directe d'électricité à partir de l'énergie solaire), avec une production de près de 8 000 MW. En 2006, l'Allemagne a installé plus de panneaux solaires avec un total de 363 MW, que les deux principales puissances en la matière que sont le Japon (280 MW installés en 2004) et les Etats-Unis (90 MW). En clair, l'Allemagne produit aujourd'hui les 3/4 de l'énergie solaire européenne (d'un total de 1250 MW pour l'ensemble de l'Europe des 25) et a représenté en 2006 pas moins de 90 % de la croissance européenne dans le domaine.

D.R.



Installation photovoltaïque sur un ministère dans le quartier gouvernemental à Berlin

D.R.



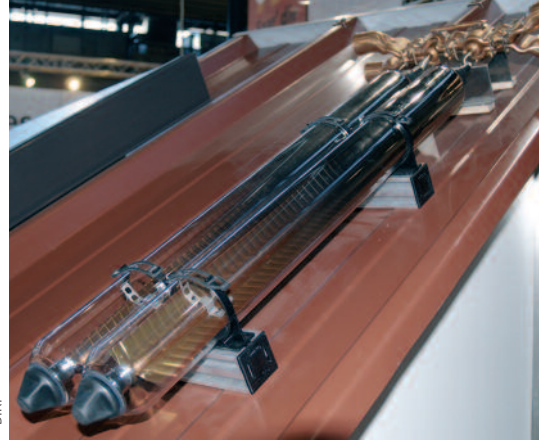
La gare de Freiburg-en-Breisgau avec sa façade photovoltaïque

Ci-dessous : Une grange équipée en cellules photovoltaïques dans la plaine du Rhin

D.R.



À droite :
Nouveau système de tubes
de chauffage solaire thermique
pour l'eau chaude sanitaire

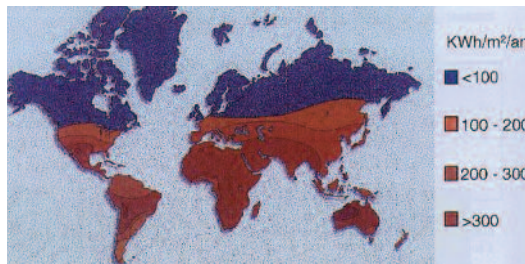


D.R.

Qu'en est-il de la France?

La France, au 5^e rang des pays de l'Union européenne, ne produisait que 20,1 MW de photovoltaïque fin 2004. Elle a installé davantage de capteurs dans les DOM (13,6 MW) qu'en métropole (6,9 MW). A noter que depuis le 1^{er} janvier 2005, le système d'aide à l'investissement a changé pour les particuliers qui désirent s'équiper d'un système photovoltaïque. Un crédit d'impôt de 50 % est proposé sur le montant de l'équipement. Mais seule une augmentation substantielle du tarif d'achat du kWh solaire permettrait au marché français de décoller (15 centimes/kWh actuellement) contre 37 à 49 centimes d'euros pour l'Allemagne. En France, on est loin du compte... Il s'agit donc d'une volonté politique de persister dans le "Tout nucléaire" et malheureusement, on n'a pas vu venir grand-chose du "Grenelle de l'Environnement" sur le sujet des renouvelables et même du reste.

Potentiel de production d'énergie
solaire photovoltaïque par zones
(source : Commissariat général
du Plan).



Pourrait-on produire l'électricité en France et en Europe uniquement avec des panneaux solaires photovoltaïques ?

Si l'on en croit les chiffres du Conseil de la Concurrence de la République française, la production française d'électricité a été en 2006 de 549 TWh (1 TWh = 1 milliard de kWh), la part du nucléaire contribuant pour 78 % et les énergies renouvelables pour 1 %. Si l'on prend la carte ci-dessus, la production annuelle photovoltaïque est de 100 kWh par m2, au moins sur la majeure partie de l'Europe. Si nous ne regardons que les productions brutes, il faudrait donc couvrir de panneaux solaires une surface de 5 milliards de m² environ pour assurer la production française d'électricité, soit 5000 km² environ. C'est certes considérable en valeur absolue, mais rapporté à la surface du territoire métropolitain (qui est de 550 000 km²), cela n'en représente que 1 % environ. Et surtout la surface bâtie en France (hors routes, parkings et surfaces non bâties) est supérieure à 10 000 km² (cette valeur avait été atteinte en 1997).

Ci-dessous :
Centrale photovoltaïque
à 30 km au sud de Strasbourg
sur la rive allemande du Rhin.



D.R.

consommation électrique annuelle de la France. En outre, la consommation finale d'électricité en France en 2006 n'a pas été de 549 TWh, mais plutôt de 420 TWh : 10 % de la production est en effet perdue dans le réseau électrique de transport et de distribution, et 15 % de l'électricité est exportée.

La production d'électricité solaire se faisant sur le lieu de consommation, les pertes de réseau disparaissent et l'environnement est préservé. Si un tel mode de production devenait très répandu, il faudrait stocker une part importante de la production obtenue. En effet, il y a du soleil le jour, alors qu'une partie de l'électricité est consommée la nuit. Si le stockage de l'électricité n'est pas totalement au point, les batteries existantes sont fiables et doivent permettre aujourd'hui de pallier les rendements. Sur le plan technologique, la recherche avance. Il ne faut pas oublier l'apport complémentaire des autres énergies : éolien, biomasse, géothermie... Ce sont là les atouts du renouvelable, la mixité des ressources et des productions localisées doivent impliquer davantage les citoyens sur leur lieu de vie.

Donc OUI, on peut produire une grande partie de l'électricité française avec du solaire, mais en l'état de la situation politique de la France en matière d'énergies renouvelables, il faudra "pousser" pour faire appliquer cette évidence. Le pouvoir politique des lobbies du nucléaire et du pétrole soutenus par le président de la République Française est tel, qu'il faudra que les citoyens expriment leur choix.

Une baisse des prix des installations de 60 %

La loi allemande sur les énergies renouvelables assure à l'exploitant un tarif d'achat fixe pendant 20 ans, ce qui rend son investissement sûr et intéressant d'un point de vue économique. Pour une installation photovoltaïque mise en service en 2007 atteignant une puissance de 30 Kwc sur un bâtiment, l'exploitant perçoit 49,21 centimes d'euros par kilowattheure d'électricité solaire qu'il fournit au réseau, et ce pendant 20 ans.



D.R.

La rapidité du développement technique des composants et des procédés de fabrication, ainsi que l'extension considérable de la production et du marché ont permis de réduire le prix des installations photovoltaïques de plus de 60 % entre 1991 et 2005.

Un amortissement rapide des installations solaires

En Allemagne, pour un système d'eau chaude solaire sanitaire de 6m², le coût d'installation s'élève à 4 000 euros alors que le montant de la subvention est de 2 400 euros (soit une prise en charge de 60 %). Pour un chauffage solaire complet de 8 m², le coût de l'installation est de 7 000 euros alors que la subvention est de 4 200 euros. En 2007, l'Office fédéral a accordé 175 millions d'euros de soutien au solaire thermique et aux systèmes fonctionnant à partir de la biomasse.

La banque publique KfW propose aux particuliers des prêts pouvant aller jusqu'à 50 000 euros pour l'installation de collecteurs solaires, avec par exemple, un taux préférentiel sur 10 ans (sans remboursement les deux premières années). Un crédit comparable existe aussi pour le photovoltaïque.

Quant aux subventions accordées aux propriétaires d'une habitation équipée de panneaux photovoltaïques, elles prennent la forme d'un tarif d'achat préférentiel de l'électricité pouvant varier, en 2007, entre 37,97 centimes d'euro par kWh et 49,21 centimes d'euro par kWh (en fonction des dimensions et du lieu d'implantation du système). Une maison individuelle nécessite une surface photovoltaïque de 8 à 9 m² qui coûte, pose comprise, entre 6 500 et 7 500 euros. Une moyenne de consommation peut donner une idée de la rentabilité du système et surtout de l'économie d'énergie faite : 3 000 kWh annuel pour une bonne exposition solaire x 0,4921 centimes d'euro = 1476 euros par an (soit un amortissement en 5 ans environ).

Des perspectives considérables

Il est prévisible que la technologie solaire suscite un engouement croissant auprès des maîtres d'ouvrages publics, industriels et privés, des planificateurs et des architectes. Les installations solaires permettront de couvrir une grande partie des besoins en électricité sur le long terme.

En 25 ans, le solaire photovoltaïque a fait la moitié du chemin entre ses débuts modestes et son débouché vers la production d'électricité, en complément des sources classiques primaires. Le développement enthousiaste des systèmes solaires connectés au réseau électrique a franchi cette étape symbolique avec un dynamisme remarquable dans certains pays.

En France, le solaire doit sortir de sa confidentialité dans laquelle il est enfermé par les pouvoirs politiques successifs. La monoculture énergétique à la française du nucléaire à tout prix, a stérilisé la recherche et le développement de multiples sources d'énergies alternatives.

Nous entrons dans un nouveau monde où l'énergie se produira sur le lieu de sa consommation avec une grande diversité d'approches et d'utilisations raisonnées. A l'instar de nos voisins allemands qui ont ouvert une voie positive, exploitable et réaliste dans la maîtrise de l'énergie solaire, aux décideurs et aux politiques français de répondre présents dans cette révolution pour redonner confiance et espoir aux générations futures...

Hanna et Guy Collin

Consultants en Energies renouvelables
E-mail : hanna.collin@web.de
Photos : Guy Collin

Glossaire :

Energie primaire :
Energie brute, non transformée et non transmise au consommateur

Energie secondaire :
Energie obtenue par la transformation d'une énergie primaire (en ce qui nous concerne, le soleil)

MWc :
Le Watt-crête (Wc) est la mesure de puissance d'un panneau photovoltaïque (puissance maximale fournie par un panneau sous ensoleillement de 1000 watt par m².)
MWc = 1 million de watts-crête.

Bibliographie

- ◆ Le Journal des Energies Renouvelables, 146 rue de l'Université 75007 PARIS www.energies-renouvelables.org
- ◆ Deutsche Energie Agentur, DEA Chausseestrasse 128a, 10115 BERLIN – D
- ◆ L'autonomie Energétique, par Hermann Scheer, www.actes-sud.fr
- ◆ Intersolar Salon du solaire européen www.intersolar.de
- ◆ www.estec2007.org
- ◆ Le solaire thermique à Freiburg, Allemagne www.agores.org
- ◆ www.notre-planete.info.fr
- ◆ Badenova (distributeur d'électricité solaire) Tullastrasse 61 79108 Freiburg – D www.badenova.de
- ◆ ADEME (Agence de l'environnement et de la Maîtrise de l'Energie) www.ademe.fr

Aliments irradiés

Atome, malbouffe et mondialisation

L'irradiation des aliments pose des problèmes, sanitaires, socio-économiques et environnementaux, explique Véronique Gallais*. Selon elle, c'est une des raisons pour privilégier les achats directs au producteur, à la ferme, au marché ou dans des Amap....

Des consommateurs de plus en plus nombreux affichent leur sympathie pour les produits bios et le commerce équitable. Une partie d'entre eux, un nombre croissant de personnes et de familles, ont décidé de "passer à l'acte" et d'acheter bio ou équitable, de façon plus ou moins régulière, plus ou moins ciblée sur certains produits ou certains modes d'approvisionnement.

Une inquiétante progression des aliments irradiés

Toutefois, la place des alternatives dans les achats reste très minoritaire. La part de marché du bio, par exemple, est inférieure à 2 % du secteur alimentaire, dont environ 40 % en grandes et moyennes surfaces. Il est pourtant urgent d'agir. Car l'industrie va vite, et l'étau se resserre. En atteste la progression dans le monde de l'irradiation des aliments, un instrument méconnu de la mondialisation néolibérale et des modes de production et de distribution hyperindustrialisés.

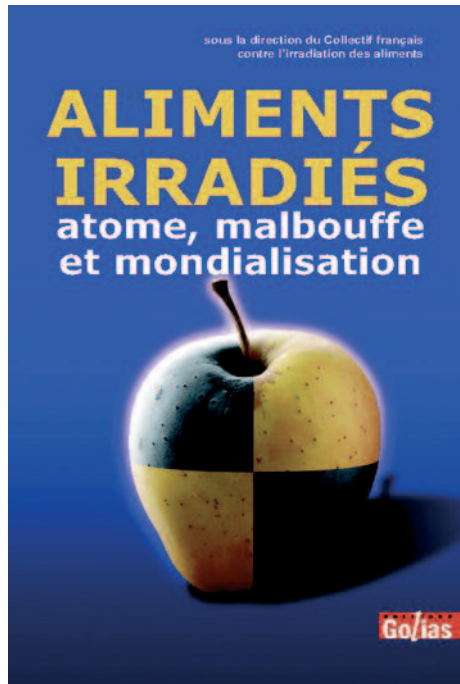
L'irradiation des aliments, officiellement appelée "ionisation", est une technologie nucléaire utilisée pour assainir les denrées, ralentir le mûrissement, inhiber la germination et mieux conserver, parfois seulement en apparence. Elle permet surtout de contourner - au moins en partie - l'usage de produits chimiques dont la toxicité est maintenant largement avérée et peu populaire elle est plus souple d'utilisation que la surgélation, contraignante par le maintien de la chaîne du froid, et elle peut être appliquée à quasiment tous les types de produits, y compris les aliments frais, à l'inverse des traitements par la chaleur.

L'irradiation ne rend pas les produits alimentaires radioactifs, mais elle provoque une perte d'éléments nutritifs et de vitamines, et présente des risques de cancérogénèse et de mutagénèse. Elle est susceptible d'être utilisée comme substitut à de bonnes méthodes sanitaires de production. Elle peut favoriser le développement d'agents pathogènes plus résistants, l'équilibre microbiologique de l'aliment irradié étant fragilisé. Pourtant,

le dernier rapport de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) sur l'irradiation des aliments, en 2007, confirme l'innocuité de cette technologie, dans une approche hygiéniste du risque sanitaire. Au lieu d'analyser les causes de l'augmentation des pathogènes, les normes sont de plus en plus calibrées sur les besoins de production et de commercialisation industrielles de masse. L'OMS reconnaît que "la chaîne de production alimentaire est devenue plus complexe, multipliant les possibilités de contamination et de développement des agents pathogènes"¹, mais sans aller jusqu'à en tirer les conséquences. Ainsi, le Codex alimentarius, référence pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), autorise l'irradiation pour tous types de produits

alimentaires, en se référant à des avis et rapports de la commission mixte FAO-AIEA-OMS, l'AIEA ayant pour mission de promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire² ! Les institutions et lobbies du nucléaire et de l'agroalimentaire ont, ici aussi, plus de poids que la santé des personnes.

L'usage et la prolifération de cette technologie posent également des problèmes socio-économiques et environnementaux. La délocalisation des productions pénalise l'emploi et l'économie locale. Le fonctionnement d'installations et le transport de matières nucléaires sont des activités à risque. Les modes de production et de distribution industriels de masse induisent pollutions, changement climatique, atteinte aux milieux naturels et à la biodiversité. La spécialisation des productions dans l'agriculture conduit à l'extension de monocultures et de la culture intensive, qui compromettent encore davantage la souveraineté alimentaire des peuples de la planète. Dans l'Union européenne, deux directives déterminent la liste des produits pour lesquels l'irradiation est autorisée³ et l'obligation d'étiquetage. Mais des dérogations existent dans les différents pays de l'Union, notamment en France, qui autorise par ailleurs l'irradiation de nombreux produits⁴.



1 "Salubrité des aliments et maladies d'origine alimentaire", OMS, Aide-mémoire n°8237, révisé mars 2007.

2 De nombreuses organisations dénoncent les accords entre l'OMS et l'AIEA : www.independentwho.info

3 Herbes aromatiques séchées, épices et condiments végétaux.

4 Oignon, ail, échalote, légumes et fruits secs, flocons et germes de céréales pour produits laitiers, farine de riz, gomme arabique, volaille, cuisses de grenouilles congelées, sang séché et plasma, crevettes, ovalbumine, caséine et caséinates (additifs alimentaires).

Nul ne connaît le volume des aliments irradiés !

Les contrôles effectués par les États membres sont très insuffisants. Les dix pays disposant d'installations d'irradiation ne communiquent pas tous correctement leurs données, voire ne divulguent aucune information sur les volumes et les catégories de produits traités, comme l'Espagne et l'Italie. Les contrôles au stade de la commercialisation sont incohérents, disparates, variant d'une année à l'autre et d'un pays à l'autre, et sans règles communes, malgré un taux de fraudes constatées en augmentation constante (4 % en moyenne en 2005).

En France, les quelques contrôles réalisés attestent une hausse continue de produits irradiés commercialisés illégalement, jusqu'à 7 % en 2005 et 10 % en 2006. À ceci s'ajoute que les méthodes de contrôle sont peu fiables. En réalité, nul ne connaît le volume des aliments irradiés effectivement commercialisés !

En fait, l'autorisation de l'irradiation des aliments par le Codex alimentarius fait peser sur les pays de l'Union européenne la menace d'une plainte de pays tiers devant l'Organisme de règlement des différends, à l'OMC, pour refus d'importation de produits irradiés. D'où, probablement, le peu d'empressement des pays de l'Union, et notamment de la France, à effectuer des contrôles. L'usage de l'irradiation des aliments se développe à travers le monde. Une soixantaine de pays l'autorisent, et plus de trente pays la pratiquent. On assiste à une véritable explosion du nombre des installations d'irradiation dans les pays à fort développement (Chine, Inde, Mexique, etc.), tandis que les États-Unis signent des accords bilatéraux spécifiques pour l'échange de produits irradiés.

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments a interpellé en novembre 2007 quatre commissaires européens et quatre ministres français, en s'appuyant sur sa lecture critique du rapport de l'Afssa et sur des questions à la DGCCRF. Pour

Les membres du Collectif Français contre l'Irradiation des Aliments

Action Consommation - Adéquations - Agir Pour l'Environnement - Les Amis de la Terre - Association Léo Lagrange pour la Défense des Consommateurs - Association pour l'Information sur la Dénaturation des Aliments et de la Santé (AIDAS) - ATTAC - Biocoop - Collectifs Bure-Stop - Confédération Paysanne - CRiiRAD - Ecoforum - Ekwo - Fédération Nature et Progrès - Food and Water Watch Europe - Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF) - RECit (Réseau des écoles de citoyens) - Réseau "Sortir du nucléaire".



Ce logo, le radura, présente une vision positive de l'irradiation, et est essentiellement utilisé en Amérique du Nord.

l'heure, seul Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, a répondu, sans apporter réellement de réponse. Une raison de plus pour privilégier les fruits et légumes de saison et de proximité, les produits locaux de l'agriculture paysanne, les achats directs au producteur, à la ferme, sur le marché ou dans des Amap. Pour les productions de taille modeste, distribuées localement, l'irradiation n'a pas lieu d'être et ne se justifierait pas économiquement. Quant au cahier des charges de l'agriculture biologique, il interdit l'irradiation.

Chacun peut aussi agir en soutenant l'action du Collectif français contre l'irradiation des aliments : en interpellant les politiques et les institutions, et en signant la pétition.

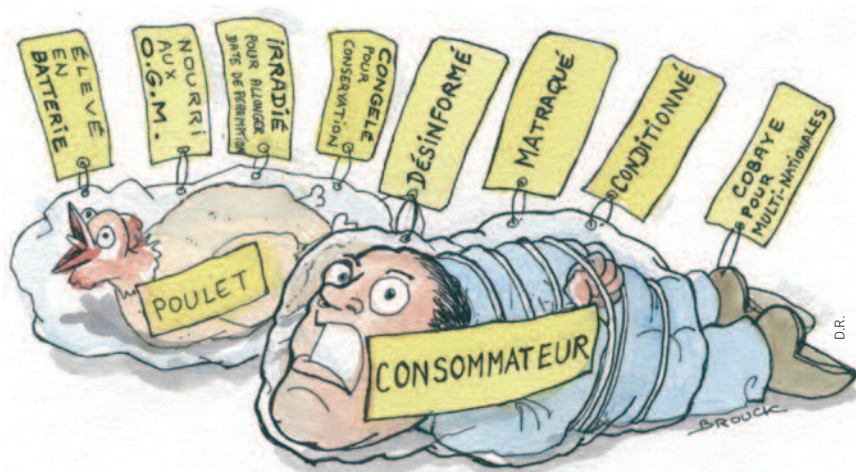
V. G.

Présidente d'Action Consommation, qui anime le Collectif français contre l'irradiation des aliments, 40, rue de Malte, 75011 Paris, 0148058681, www.irradiation-aliments.org, www.actionconsommation.org

À lire absolument pour en savoir plus !

"Aliments irradiés. Atome, malbouffe et mondialisation"

Cet ouvrage est coordonné par le Collectif français contre l'irradiation des aliments, Editions Golias. Prix : 20,50 euros (port compris). Disponible auprès du Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex - Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire" - Vous pouvez aussi l'acheter directement dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org/>



Eoliennes : vent de polémiques

Les articles et reportages fleurissent ces temps-ci sur la question des éoliennes, accusées de tous les maux. Etudions quelques-uns des "arguments" avancés par les anti-éoliens... qui sont la plupart du temps des pronucléaires mal déguisés.

Halte à la "tyrannie du CO₂"

Selon les pronucléaires, le seul critère valable pour évaluer une énergie serait les émissions de CO₂. Cela favorise le nucléaire, qui en émet relativement peu (c'est d'ailleurs de moins en moins vrai car les opérations d'extraction de l'uranium émettent des quantités grandissantes de CO₂). Mais il n'y a aucune raison de se plier à ce diktat, une énergie devant être évaluée sur un ensemble de critères : risques de catastrophe, rejets dans l'environnement, production de déchets (radioactifs ou autres), créations d'emplois, décentralisation, démocratie. Ce qui est certain, c'est que l'éolien est une énergie propre et renouvelable, et que le nucléaire est une énergie sale et non renouvelable.

Quand le vent arrête le nucléaire et le charbon...

Alors que les éoliennes ne produisent pas de CO₂, elles sont accusées d'en dégager... indirectement : l'intermittence de la production éolienne entraînerait la mise en service de centrales thermiques (gaz, charbon) pour ajuster la production. La réalité est exactement inverse : quand il y a du vent, on peut stopper des centrales polluantes, thermiques ou nucléaires. A condition bien sûr qu'il y ait assez d'éoliennes (voir plus loin les données sur la production éolienne, indûment accusée d'être négligeable).

Intermittence et prévisions

Il est rarissime que le vent soit absent partout : si des parcs éoliens sont judicieusement répartis sur le territoire d'un pays, il y a toujours des éoliennes qui fonctionnent. Par ailleurs, les prévisions météo concernant les vents sont très précises, il est donc facile de prévoir la production éolienne... et les besoins de production des autres filières.

Couplage des éoliennes avec les autres énergies renouvelables

La production éolienne est certes intermittente, mais elle peut parfaitement être couplée à d'autres productions renouvelables (hydroélectricité en particulier). Il est donc parfaitement faux de prétendre que les éoliennes impliquent l'utilisation de centrales thermiques. D'ailleurs, à terme, il ne restera que les énergies renouvelables...

Canicule, vent, centrales nucléaires, et panneaux solaires

Les pronucléaires rappellent que, pendant la canicule 2003, il y a eu fort peu de vent et que beaucoup d'éoliennes sont restées à l'arrêt. Certes, mais il a aussi fallu arrêter de nombreux réacteurs

nucléaires, devenus impossibles à refroidir. Par contre, il est certain que l'énergie solaire ferait merveille pendant une canicule... à condition d'investir dans cette énergie, bien sûr. Les énergies renouvelables sont propres et complémentaires.

C'est le nucléaire qui est couplé à des centrales thermiques

Nous l'avons vu, il est injustement reproché aux éoliennes d'être responsables de certaines émissions de CO₂, et dans le même temps le nucléaire est montré en exemple. En réalité, c'est le nucléaire, du fait du manque de souplesse de sa production, qui doit être couplé en continu à des centrales thermiques qui couvrent les pointes de consommation. C'est donc bien le nucléaire qui est responsable d'importantes émissions de CO₂ (voir plus loin la "délocalisation des pollutions").

Il est possible de stocker l'énergie éolienne

Non, rassurez-vous, il ne s'agit pas de faire des "réserves de vent" ! Le problème de l'intermittence de la production est en voie d'être réglé grâce à des systèmes de stockage de l'énergie (bien lire de l'énergie et non de l'électricité) — par exemple la compression de l'air ou le stockage d'eau en hauteur — qui permettent de produire ensuite de l'électricité lorsque le vent manque. Seuls ceux qui ne croient pas au Progrès — en particulier ceux qui soutiennent le nucléaire, énergie archaïque — sont sceptiques sur la mise en œuvre de ces techniques "anti-intermittence".

La production éolienne est désormais massive

Au niveau mondial, ce sont désormais 100 000 MW éoliens qui sont installés, soit l'équivalent de 100 réacteurs nucléaires. En considérant qu'une éolienne fonctionne en moyenne 30% du temps, cela fait l'équivalent de la production d'une trentaine de réacteurs nucléaires. Ces chiffres sont en augmentation exponentielle : l'éolien est en passe de devenir une énergie de masse. (A noter : un réacteur nucléaire est tout de même arrêté environ 20% du temps, et beaucoup plus en cas d'incident).

Il ne s'agit pas de "remplacer les centrales nucléaires par des éoliennes"

Pour tenter de décrédibiliser les énergies renouvelables, les pronucléaires calculent le nombre d'éoliennes qu'il faudrait pour remplacer les réacteurs nucléaires. C'est absurde : la première chose à faire est de réduire la consommation d'énergie et d'éliminer les immenses gaspillages... dont EDF

D.R.

est d'ailleurs en grande partie responsable : pour "justifier" le nucléaire, la surconsommation d'électricité est un véritable sport national !

Installer des éoliennes

"entre les réacteurs nucléaires" est absurde

Développer les énergies renouvelables n'a de sens que si l'objectif final est de faire disparaître les industries polluantes (nucléaire, charbon, etc). Or EDF, Areva ou Total investissent actuellement dans les éoliennes... tout en continuant à développer leurs activités dans le nucléaire ou les énergies fossiles. Ajouter des éoliennes sans réduire la consommation d'énergie est un non sens.

L'éolien à quel prix ?

Le Figaro du 11 février 2008 a publié un grand dossier anti-éolien dans lequel, grâce à des calculs très contestables, il est prétendu que l'éolien pourrait coûter à la France 3 à 5 milliards d'euros par an. Or, vrai ou faux, ce chiffre est négligeable : la France a importé en 2006 pour 49 milliards d'euros de pétrole et gaz. Cette facture augmente d'ailleurs chaque année. De plus, le démantèlement des installations nucléaires et la gestion (impossible) des déchets radioactifs vont coûter des centaines de milliards d'euros. Qui peut croire que c'est l'énergie éolienne, alors que le vent nous est fourni gratuitement, qui va nous ruiner ?

Sur votre facture EDF...

Les pronucléaires prétendent que la CSPE (Contribution au Service Public de l'Électricité), que l'on peut noter sur sa facture EDF, est due au surcoût des énergies renouvelables et en particulier de l'éolien. C'est faux : seule une infime fraction de cette taxe est concernée... malheureusement : en effet, ce serait une bonne chose qu'EDF investisse beaucoup plus dans les énergies renouvelables...

Il restera toujours du vent...

Les énergies renouvelables ont pour avantage d'être propres, complémentaires, et surtout inépuisables : même s'il souffle de façon irrégulière, il y aura toujours du vent. On ne peut pas en dire autant des énergies fossiles et du nucléaire dont le combustible, l'uranium, sera épuisé dans quelques décennies.

Eoliennes : impact minime sur les oiseaux

Les études européennes (dont l'étude de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) font état d'une moyenne de 0,4 à 1,3 oiseau tué par éolienne et par an, un chiffre très faible par rapport aux dommages causés par la circulation routière, les pylônes électriques, les lignes à haute tension ou encore les baies vitrées (cf. dépêche AFP du 7 décembre 2004).

Le nucléaire défigure

les paysages bien plus que les éoliennes

Il y a en France environ 1500 éoliennes (et 30 000 en Allemagne). C'est fort peu comparé aux 200 000 grands pylônes électriques — et aux lignes qu'ils portent — qui défigurent la France de part en part. C'est le nucléaire, du fait de l'extrême centralisation

de sa production, qui est la cause du si grand nombre de pylônes, car il faut acheminer l'électricité sur des centaines de kilomètres.

Pour les touristes, les éoliennes valorisent la région. Un sondage CSA commandé par la région Languedoc-Roussillon a montré que 92% des touristes, interrogés sur 25 sites en pleine période touristique, considèrent l'utilisation des éoliennes comme "une bonne chose". Seulement 16% estiment qu'elles "dégradent le paysage dans lequel elles sont implantées". Mieux : les touristes interrogés dans des sites où existent des éoliennes ou qui en ont vu sont nettement plus favorables aux éoliennes que ceux qui n'en ont pas vu.

© Stéphan Emmanuel



L'énergie éolienne est contrôlable par les citoyens

Le nucléaire est marqué par l'opacité et la centralisation, les citoyens en sont maintenus à l'écart par de hautes clôtures, des vigiles, des gendarmes. Au contraire, l'éolien est décentralisé, accessible (vous pouvez entrer dans un parc éolien, pas dans une centrale nucléaire) et facilement contrôlable.

Stéphane Lhomme

NB : pour ce qui est des autres "nuisances" supposées de l'éolien (les pronucléaires vont jusqu'à prétendre que les éoliennes sont dangereuses pour la santé !), nous vous renvoyons vers l'excellent document de Planète éolienne :

http://www.planete-eolienne.fr/documents/planete_eolienne/_les_reponses_aux_idees_fausses.pdf

De l'évolution de la doctrine de l'industrie nucléaire

Les allégations lors des années 50 étaient : “L'énergie nucléaire permettra de produire de l'énergie en quantité illimitée et quasiment gratuite”.

Puis “Atom for peace” annonce le bonheur pour l'humanité et ce... sans risques.

Puis, c'est l'accident de Three Mile Island¹ en 1979 : une grosse peur... mais les Américains sont des ânes et... c'est dû à l'embonpoint du chef de quart dont la bedaine empêchait la lecture des indications sur le panneau de conduite.

Par contre, chez nous, le Francatome est d'une sûreté inébranlable. Néanmoins, on va remplacer les soupapes Fischer, responsables de l'accident de Three Mile Island (car en cas de décharge, elles se coincent en position ouverte). J'avais oublié de vous dire que notre palier des centrales de 900 MW est purement du Westinghouse, construit sous licence américaine, donc après avoir été conçu par les ânes cités plus haut.

Arrive Tchernobyl en 1986 : la grosse frayeur. Un réacteur à neutrons lents peut devenir surcritique prompt et vous sauter à la figure comme un vulgaire surgénérateur. Quel manque de savoir vivre !

Vite il faut expliquer que les Soviétiques sont des nuls, que leurs réacteurs sont mal conçus... - etc.

même si la veille de l'accident, on vous les donnait encore en exemple. Je me souviens d'une réunion contradictoire tenue à Saclay, où un physicien du Commissariat à l'Energie Atomique, un communiste pur et dur nous expliquait, sans sourire, qu'en URSS le rendement de Carnot était plus favorable que dans les pays capitalistes. Ce qu'il voulait nous dire, c'était que la construction des centrales à proximité des villes permettait d'utiliser les rejets d'eaux chaudes pour faire du chauffage urbain, ce qui améliorait le rendement global de l'installation. Pauvre Carnot !!! Et pauvres habitants de Pripiat...

Mais après un moment de stupeur, et la décision de hâter la fermeture des Graphites – Gaz (Chinon 2 et 3, St Laurent 1 et 2 et Bugey 1) qui n'avaient guère plus d'enceinte de confinement que les réacteurs RBMK soviétiques (telle que la centrale de Tchernobyl), notre cher M. Tanguy (ancien directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire) se hâta d'expliquer que la probabilité pour qu'un accident grave survienne sur un de nos réacteurs du type PWR était... peanuts !!!

1 Premier accident sur un 1000 MW, mais auparavant des réacteurs expérimentaux eurent des états d'âme destructifs, et en particulier un suisse construit à Lucens (1969), qui divergea puis ne s'arrêta qu'une fois fondu.

D.R.



Sûr et archi-sûr

Donc, depuis le début du Francatome, on nous ressasse que le nucléaire est sûr, archi-sûr et que tout est prévu pour éviter, pour empêcher qu'un accident grave puisse se produire.

D'ailleurs, en France, nous avons une solution pour obtenir ce résultat : il suffit de publier au journal officiel un arrêté fixant les modalités de qualité de fabrication, de construction, permettant d'obtenir cette sûreté absolue. D'accord, on est en France, donc un dernier article de cet arrêté donne la possibilité de dérogations².

Puis arrive l'EPR (European Pressurized Reactor)³. La vague de libéralisme submerge la sûreté. Il faut que cette machine produise des kWh moins chers, pas pour le client, mais permettant plus de profits pour les futurs actionnaires de la future boîte privée que va devenir EDF. Donc on étudie des astuces permettant de gagner sur la disponibilité de la machine. Que certaines de ces options mettent en péril la sûreté, c'est certain. Les cycles longs avec des hauts taux de combustion exigent des combustibles ayant une charge fissile au démarrage à la limite des zones dangereuses, les puissances résiduelles plus importantes rendent inopérants les dispositifs d'évacuation de la chaleur en cas de gros pépin...⁴ Qu'à cela ne tienne, les dogmes des barrières (souverez-vous, 1^{ère} barrière : la gaine du combustible, 2^e barrière : le circuit primaire avec la cuve, 3^e barrière : l'enceinte de confinement) en prennent un sacré coup.

- Les gaines... bof... avec des taux de combustions de 80 à 90 GWjour/tonne ne sont garanties que grâce à une aide divine.

- Donc si le cœur fond, la cuve... fond aussi. D'où l'apparition, tel Zorro, du récupérateur de corium, dispositif destiné, d'après ses concepteurs à rassembler tout le corium fondu dans une zone où il serait possible de le refroidir. Il va falloir prévoir dans les procédures, une procession annuelle pour essayer de mettre les dieux dans de bonnes dispositions...⁵

Mais, je pense que vous avez remarqué qu'on est passé subrepticement du zéro accident grave à un dispositif destiné à confiner le résultat d'un accident grave programmé.

C'est cela le progrès technique

La phase suivante consiste désormais, puisque l'accident grave est envisagé comme étant quasi certain, à étudier le post-accidentel. Pour cela on dispose, grâce à Tchernobyl, d'un retour d'expérience... pas très encourageant !!!

De nombreuses réunions de groupes de travail, en France (CODIRPA⁶), et au niveau européen (European Nuclear Energy Forum), ont lieu depuis début 2008. Un volet particulier y est étudié : l'acceptabilité par les populations (... du nucléaire ? : vous rigolez, non bien sûr!), d'un accident et de ses conséquences. Ces groupes de travail, composés en quasi-totalité de représentants des constructeurs et des autorités administratives, débattent doctement des astuces

© M. Turbin



psychologiques qu'il faudra mettre en œuvre en cas d'accident. Ce n'est pas surprenant que les citoyens de base n'y soient pas représentés. Ils pourraient avoir leur mot à dire car, en fait, après une première phase relativement courte où ce seront les agents du site qui seront en première ligne, ce seront eux, les voisins plus ou moins proches de l'installation, qui auront à subir pendant des dizaines d'années, voire beaucoup plus — mais là il s'agit de générations — les nuisances et les effets sur leur santé et sur l'environnement.

On est donc passé, en une quarantaine d'années, de la sûreté absolue, à l'accident possible, puis à l'accident certain, tellement certain qu'il faut travailler, non pas la sûreté pour l'éviter, mais l'acceptabilité de son occurrence par les populations.

Et si on arrêtait le nucléaire...

Raymond SENE

Physicien nucléaire
Mail : m-r.sene@wanadoo.fr

Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN)

Le GSIEN édite la Gazette nucléaire (plus d'info en écrivant au mail ci-dessus)

² voir décret 99-1046 du 13-12-1999 article 27

³ L'EPR n'est, par rapport aux réacteurs des paliers 900 et 1300 MWe (y compris N4), qu'une petite évolution du même style que celle qui fit passer des réacteurs graphite gaz de Chinon 2 et 3 et St Laurent 1 et 2, à celui de Bugey 1. En fait de troisième génération, c'est une resucée de la seconde, en beaucoup plus dangereux!!!

⁴ D'ailleurs, nous avons appris, à l'occasion des réunions du débat public, qu'au-dessus d'une puissance nominale de 600 MWe, les dispositifs de refroidissement destinés à sauver la cuve seraient insuffisants, voire inopérants.

⁵ Le puits de cuve est d'ailleurs revêtu d'une couche de "béton sacrificiel". Quand on vous dit qu'il y a un recours aux dieux !!!

⁶ CODIRPA : Comité Directeur pour la gestion de la phase Post-Accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique.

Solar Grand Plan :

Un ambitieux projet pour les Etats-Unis

Des scientifiques américains estiment que le solaire pourrait satisfaire 70 % des besoins en électricité de leur pays d'ici à 2050....

L'Amérique a-t-elle d'ores et déjà les moyens technologiques de se passer du pétrole ? Oui, répondent sans détour trois scientifiques très respectés dans l'énergie solaire aux Etats-Unis (voir ci-dessous). Et ils veulent le prouver. Dans un long article paru en début d'année dans "Scientific American", ils détaillent les contours d'un ambitieux projet baptisé "Solar Grand Plan". Celui-ci consiste tout bonnement à couvrir de panneaux solaires plusieurs dizaines de kilomètres carrés de terres désertiques - et très ensoleillées - qui abondent dans les Etats du sud-ouest des Etats-Unis. Les auteurs assurent que, loin d'être une utopie, ce "grand plan" est réaliste technologiquement et supportable financièrement.

Baisser le coût de production

Techniquement, les fermes solaires sont déjà une réalité, partout dans le monde. Mais pour qu'elles deviennent la base de la production électrique, un progrès reste à faire : baisser le coût de production. Pour avoir une chance d'être adoptée, l'électricité d'origine solaire ne doit pas en effet coûter plus cher au consommateur que celle produite par les filières actuelles (centrales nucléaires, thermiques, etc.). Or, ce n'est pas le cas. Alors que le coût de revient moyen actuellement aux Etats-Unis est d'environ 6 cents par kilowattheure (kWh), celui de la technologie solaire est plus proche de 14 cents. Pour s'aligner sur ce coût, il est nécessaire d'améliorer la performance des panneaux solaires.

Aujourd'hui, ceux-ci convertissent en énergie environ 10 % du rayonnement reçu. Il faudrait qu'ils atteignent un rendement de 14 %, soit, calculent nos auteurs, une amélioration des performances de seulement 10 % par an pendant une décennie.

Stockage sous forme de gaz comprimé

Produire aussi la nuit. Ce premier obstacle technologique levé en théorie, il en reste un autre à surmonter. Si l'énergie solaire est gratuite et abondante (40 minutes d'ensoleillement sur la Terre correspondent à l'ensemble de l'énergie consommée annuellement par la planète), elle n'est pas permanente. En cas de mauvais temps - rare dans le Sud-Ouest américain -, mais surtout la nuit. Il faut donc produire plus d'électricité que nécessaire le jour et la stocker afin d'en disposer pour la consommation nocturne. D'emblée, le grand plan rejette la solution des piles - trop chère et inefficace - au bénéfice du stockage sous forme de... gaz comprimé.

Le principe consiste à utiliser l'énergie solaire transformée en électricité pour comprimer du gaz qui sera conservé dans des abris naturels (mines abandonnées, gisements de gaz ou de pétrole épuisés), abondants dans le pays. Ce gaz est ensuite disponible à la demande, utilisé par des turbines qui génèrent de l'électricité à proximité des centres urbains, où cette demande est concentrée. Les auteurs assurent que la technologie de ce





DR.

stockage est maîtrisée et que son coût n'est que de 3 à 4 cents du kilowattheure, qui s'ajoute bien sûr à celui de la production proprement dite. L'amélioration régulière des performances des cellules photovoltaïques devrait rendre le coût de ce système de production-stockage solaire identique à celui du système actuel aux alentours de 2020.

Le plan prévoit de couvrir progressivement jusqu'à 80 000 kilomètres carrés de fermes solaires, soit moins d'un quart des surfaces disponibles répondant aux critères de base (fort ensoleillement, terrains inhabités et appartenant à l'Etat). La production d'électricité générée par ces millions de panneaux serait envoyée via un réseau de distribution - à construire également - acheminant le courant vers des milliers de sites répartis sur tout le territoire des Etats-Unis. Ce sont ces sites qui distribueraient effectivement le courant au consommateur. La plupart abriteraient également les réserves de gaz comprimé et les turbines chargées de produire l'électricité pour les heures creuses.

Une volonté politique sans faille

S'il était lancé dès maintenant, ce plan monterait en puissance jusqu'en 2050. A cette date, il produirait 3 000 gigawatts, ce qui représenterait 70 % du besoin total en électricité des Etats-Unis. Les scientifiques précisent que si, d'ici là, on parvenait à rentabiliser les autres formes d'énergie renouvelable (biomasse, géothermie, etc.), on parviendrait à 100 % des besoins électriques couverts avant la fin du siècle. Son coût serait de 420 milliards de dollars (inférieur au coût global de la guerre en Irak) sur quarante ans. Pour le financer, les auteurs imaginent un double mécanisme d'incitations fiscales - afin de stimuler les recherches et la production en série des technologies nécessaires - et de subventions aux industries concernées.

C'est là, peut-être, que réside la plus forte utopie du programme. Sa réalisation implique une volonté politique sans faille pour pouvoir imposer ces nouvelles taxes aux contribuables sur le long terme. La véritable difficulté sera donc de trouver des dirigeants politiques qui expliqueront que le coût de ce programme, malgré son ampleur, est

inférieur à celui qui finance annuellement les subventions agricoles américaines depuis trente ans, ou même à celui du gouvernement américain en faveur des infrastructures de télécommunications, en place depuis deux décennies.

Au total, c'est bien la population américaine elle-même qu'il faudra convaincre que ces technologies sont viables et industrialisables. Mais, surtout, il faudra que l'opinion se rallie à l'idée de dépendre désormais des énergies renouvelables, y compris dans les moyens de transport routiers, individuels et collectifs, qui devront progressivement fonctionner aussi à l'électricité.

C'est donc bien le ralliement d'une société tout entière à la cause du développement durable qui constitue un préalable à la réussite d'un tel plan. De ce point de vue, l'espoir est permis. Et il viendra peut-être de Californie. Depuis peu, le "Golden State" dans son ensemble a pris fait et cause pour les énergies renouvelables. D'abord, à travers le financement de l'innovation technologique. Ensuite, à travers le tissu économique qui se convertit à des modèles de production compatibles avec le développement durable. Au niveau politique, le gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, a construit depuis longtemps son action sur ces thèmes.

Localement, la Silicon Valley s'apprête à être la première région administrative aux Etats-Unis à instaurer une taxe sur le droit à polluer. Une initiative qui pourrait rapidement faire tache d'huile ensuite partout aux Etats-Unis. Si la Californie - et son opinion publique - se rallie sincèrement à cette nouvelle vision et parvient à "l'exporter" dans le reste des Etats-Unis, sous forme de nouveau modèle de société, comme elle s'y emploie déjà, tout est possible. Un soutien du prochain locataire de la Maison-Blanche à cette vision serait également le bienvenu.

Michel Ktitareff

Les Echos - 17 mars 2008 -

Les promoteurs de Solar Grand Plan

- Ken Zweibel est un spécialiste des panneaux solaires au ministère américain de l'Energie (DOE). Il vient d'être nommé président d'une start-up du Colorado, PrimeStar Solar, qui conçoit des films minces pour panneaux solaires.
- James Mason, docteur de l'université Cornell, est directeur de la Solar Energy Campaign, une organisation à but non lucratif qui fait la promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables dans l'Etat de New York.
- Vasilis Fthenakis est le directeur du Photovoltaic Environmental, Health and Safety Assistance Center au Brookhaven National Laboratory, qui dépend du DOE (Department of Energy). La mission de ce centre est de mener des recherches scientifiques pour mesurer l'impact environnemental lié au développement de l'énergie solaire.

Catastrophe écologique et sanitaire en Andalousie

Les contaminés de Huelva

Au cœur d'une des plus belles réserves naturelles d'Espagne, des décharges industrielles, véritables nids chimiques et radioactifs, auraient provoqué de très nombreux cancers. Reportage :

Punta del Cebo, au sud-ouest de l'Andalousie, au cœur des marais de la région de Huelva, au confluent des rivières de l'Odiel et du Tinto. Les rayons du soleil frappent les murs blancs des villages andalous et la route qui descend de Séville vers l'océan Atlantique. Image de carte postale. Paradis écologique. A quelques kilomètres de là, Huelva, 150 000 habitants, navire de brique et de béton échoué sur cette langue de terre sablonneuse, territoire des taureaux et des cigognes. Huelva, encerclée de dizaines de cheminées industrielles qui crachent une épaisse fumée opaque. Et partout dans l'atmosphère une odeur d'œuf pourri et ce picotement qui vous prend à la gorge.

Ces dernières années, deux études universitaires ont révélé la catastrophe. La première, menée par le professeur Benach, de l'université Pompeu Fabre de Barcelone et parue en 2003, relève, dans la province, des taux de mortalité par cancer de 25% supérieurs à la moyenne. La seconde, publiée cet été par l'Université Juan Carlos III, confirme une situation sanitaire alarmante. Pour les habitants, le coupable ne fait aucun doute. «Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est arrivé par hasard», s'exclame, la rage au ventre, José-Antonio Santos, président de l'association sportive Solua. Professeur d'éducation physique, non fumeur, l'hygiène de vie irréprochable, il est pourtant atteint à 55 ans d'un cancer de l'estomac.



D.R.

Pour crier leur colère, une trentaine d'associations se sont regroupées au sein de la plate-forme de la Mesa de la Ria. Juani Ordonez, membre de l'association de riverains, n'a pas attendu la publication des recherches pour s'inquiéter. Trop de proches frappés par le cancer : des os, du côlon, de l'estomac, du sein, du larynx, de l'utérus, du poumon... "Tôt ou tard, ce sera mon tour. Je le sais..." Trop d'asthmatiques aussi : 14,8% de la population. Trop de soufre et d'arsenic dans l'air. Trop de rejets dans l'eau. Trop d'accidents écologiques aussi : Acerinox et ses déchets radioactifs, les rejets illégaux d'Atlantic Copper, les ruptures de digues de contention des acides toxiques de Fertiberia...

En quarante ans, Fertiberia, immense usine de production d'engrais synthétiques, a déversé au bord du rio Tinto, près de 120 millions de tonnes de phosphogypses, un résidu radioactif produit par la transformation de la phosphorite en phosphore. Transformant ainsi 1 200 hectares de terrains marécageux en "l'une des plus grandes décharges de résidus industriels au monde", selon Carlos Bravo, responsable de la campagne d'énergie nucléaire de Greenpeace.

Un immense cimetière radioactif

A 400 mètres des marais de l'Odiel, classés réserve de la biosphère par l'Unesco, et ses armées de cigognes, de flamants roses et de hérons, et à 300 mètres à peine des premières maisons, cette décharge à ciel ouvert forme un paysage lunaire. Un immense cimetière radioactif blanchâtre qui s'offre à la vue de quiconque décide de passer outre un maigre panneau d'interdiction d'accès. La zone est à peine surveillée. Des camions conduits par des travailleurs sans protection s'y affairant toute la journée. Pourtant les associations écologiques dénoncent une radioactivité 27 fois supérieure à la normale. Mais le Conseil supérieur de Recherche scientifique (CSIC) comme le Conseil de Sécurité nucléaire (CSN) démentent les chiffres et minimisent les risques. Qui croire ?

Une catastrophe écologique

La faute aux usines de production d'engrais, aux mines de cuivre, aux papeteries, centrales thermiques, raffinerie de pétrole... La faute à Franco, qui, en 1964, a imposé à la ville la construction d'un pôle chimique. Objectif du Caudillo : tirer profit des richesses minières de la région. Plus de quarante ans après, le polo químico et ses 16 industries ont défiguré la ria, ce magnifique estuaire où s'engouffrent les eaux de l'Atlantique. Le "pôle", en quelques décennies, a détruit la plage située au confluent des deux fleuves. Plus grave, il est accusé d'être à l'origine de milliers de cancers.

Pour démêler le vrai du faux, en octobre dernier, Greenpeace fait appel à un laboratoire français, la Commission de Recherche et d'Information indépendantes sur la Radioactivité (Criirad). L'étude des sols conclut à la présence d'uranium 238 et 235 et de thorium 232 en concentration anormalement élevée, de polonium 210, le même qui a servi à empoisonner l'espion russe Litvinenko, de radon 222, dont le caractère cancérigène est connu, et "d'un niveau de radiations gamma de 5 à 38 fois supérieur à la normale", explique Bruno Chareyron, l'ingénieur en physique nucléaire chargé de l'étude. "Il suffit de rester neuf minutes par jour pendant un an pour recevoir une dose que la directive Euratom juge dangereuse pour la santé, poursuit-il. L'installation devrait être classée radioactive et les résidus gérés comme tels."

Malgré toutes ces alertes, le gouvernement andalou ne bronche pas. Il refuse de lancer une étude épidémiologique et renvoie les "pleureus" sur les techniciens. "Les rejets dans l'atmosphère de nitrogène, dioxyde de carbone ou de soufre sont dans les limites sauf des cas ponctuels, maintient Jose-Antonio Candela, chef du service de protection environnementale andalou à Huelva. Personne ne peut dire qu'il n'y pas de pollution à Huelva, mais elle n'a rien à voir avec ce qui existait dans les années 1980." Pas de quoi paniquer, donc.

Des pressions et menaces

Seul l'endocrinologue Francisco Lopez Rueda, en 1998, ose faire publiquement le lien entre pollution chimique et situation sanitaire. Et découvre même une forme particulière de thyroïdite qu'il attribue à une pollution de l'eau. "En 1995, la sécheresse a entraîné une concentration de résidus chimiques, déversés de manière incontrôlée dans la réserve du Chanza, provoquant une maladie, une thyroïdite atypique, dont souffrent aujourd'hui près de 1 200 personnes à Huelva, résume le médecin dont les recherches lui vaudront quelques soucis. J'ai tout de suite été victime de harcèlement professionnel de la part de l'administration : calomnies, pressions, vexations, j'ai dû abandonner le SAS [Service andalou de Santé]." Les pressions ? Pepe Canto, géologue aux allures d'Indiana Jones, responsable technique de l'agence de l'environnement andalouse, prétend en avoir reçu entre 1990 et 1995. Il avait osé montrer du doigt une entreprise du pôle chimique qui traitait les résidus industriels en polluant l'environnement sans vergogne. "Des supérieurs m'ont dit de me taire, affirme-t-il. J'ai reçu des menaces, puis on m'a suspendu pendant cinq ans, prétendument pour incompatibilité."

Que faire face aux industries de Huelva, regroupées au sein de la puissante Association des Industries chimiques et basiques de Huelva (AIQB) dont le chiffre d'affaires s'élève à 6 milliards d'euros ? Le conglomerat a versé plus de 1,6 million d'euros d'impôts "environnement" à la Communauté andalouse. Avec ses 6 700 employés directs, elle brandit sans peine le spectre du chômage. "En tant que travailleurs, notre priorité est de défendre l'emploi, se défend Luciano Gomez, président du syndicat. Or, au total, les entreprises du secteur chimique donnent indirectement du travail à près de 16 000 personnes." L'omerta règne pour éviter



le chômage ? Mais les cas de contamination surgissent au fil des mois. Isabel, agricultrice, a développé une hypothyroïdite. Cristo raconte la maladie de sa fille, atteinte du syndrome de fatigue chronique. Domingo, atteint d'un cancer du poumon, se sent "trompé" : "Les taux de cancers sont si élevés qu'il doit bien y avoir une raison."

De l'eau a coulé sous les ponts du rio Tinto depuis que Christophe Colomb, un jour du mois d'août 1492, y embarqua à bord de sa caravelle en direction de ce qui deviendra l'Amérique. Aujourd'hui, comme lui, les habitants de Huelva demandent au Parlement européen de réaliser une étude épidémiologique "neutre" à Huelva. Tous espèrent connaître les résultats cette année. D'ores et déjà, la condamnation de Fertiberia paraît inéluctable. Tout le monde est convaincu qu'elle devra tôt ou tard cesser ses rejets. Quand ? Les avocats de l'entreprise négocient déjà une cessation d'activité progressive sur dix ans. En attendant, l'usine continue à cracher ses résidus radioactifs dans un des plus beaux estuaires d'Espagne.

Sandrine Morel

Source : Le Nouvel Observateur, 21 Février 2008

Pour en savoir plus :

Association Mesa de la Ría (Huelva-Espagne)

Site : <http://mesadelaria.org>

Mail : correo@mesadelaria.org



Une région pillée, un peuple sacrifié

Depuis 40 ans, la société française AREVA, leader mondial du nucléaire civil, tire près de 40% de sa production d'uranium du Nord Niger, pays encore classé à ce jour parmi les 3 plus pauvres de la planète. En 2007, Areva perd son monopole et l'Etat nigérien reçoit des demandes de permis de sociétés nord-américaines, australiennes, asiatiques et sud-africaines.

Bien qu'Azelik, future grande exploitation, ait été accordée aux Chinois via la société Sino-U (CNUC), Areva a tout de même récemment obtenu l'autorisation d'exploiter le site géant d'Imouraren avec lequel le Niger devrait devenir le 2ème producteur mondial.

Les 40 années d'exploitation minière de Cogema/Areva, à Arlit et Akokan, ont eu pour premières conséquences :

- La spoliation des terres agro-pastorales autour des deux sites, situés dans la région d'Agadez.
- Des bénéfices énormes réalisés par Areva sans retombées pour les populations : un véritable partenariat "gagnant-perdant"!
- La destruction de la faune et de la flore aux alentours des mines.
- La contamination de l'air par des poussières et des gaz radioactifs.
- La contamination radiologique des ressources en eau.
- L'épuisement d'une des deux grandes nappes fossiles (Tarat), à hauteur de 2/3 de ses réserves et, à moyen terme, le tarissement irréversible de la seconde nappe, avec le dénoyage de la partie ouest de l'aquifère (grès d'Agadez) en 40 ans.
- Des pollutions annexes innombrables, essentiellement dues aux activités périphériques.

La très forte demande en énergie des pays émergents a considérablement favorisé l'intérêt nouveau pour le nucléaire, énergie dite "propre", ce qui a eu pour conséquence une fulgurante ascension du prix de ce minerai. Une manne inespérée... les autorités

nigériennes annoncent dès 2007 le triplement de la production pour les années à venir.

139 permis de recherche et d'exploitation ont été vendus en moins d'un an et de nombreux permis en demande seront bientôt accordés. Ces permis, qui englobent la majeure partie des territoires des populations de la région d'Agadez (plus de 85 000 km²) sont octroyés dans l'opacité et sans aucune concertation préalable.

A ce jour, les autorités nigériennes se refusent toujours à tout dialogue avec les populations autochtones, à majorité touareg, et ce malgré l'émergence récente d'un nouveau mouvement de rébellion condamnant sans détours cet état de fait.

Interdisant tout acte de résistance, le Niger – tacitement soutenu par l'Etat français, au travers de sa "filiale" Areva, organise une vaste campagne de discrimination avec l'objectif à peine voilé de vider la région de

ses habitants, facilitant ainsi l'aboutissement de ses relations commerciales.

Les pleins pouvoirs sont ainsi donnés à l'armée nigérienne, l'état d'exception est décrété pour la région d'Agadez : exécutions sommaires ciblées et arrestations arbitraires ; destruction des moyens de subsistance des nomades (cheptel abattu, activités agricoles rendues impossibles, approvisionnements restreints, etc.) ; populations déplacées ; ONG interdites, radios et presse muselées.

À l'heure même où la notion de développement durable, admise par tant d'Occidentaux, est plus que jamais d'actualité, il serait souhaitable que les grands groupes industriels du Nord qui sans cesse communiquent sur le bien-fondé des énergies "propres" aient la décence de reconnaître que l'énergie nucléaire n'est pas si propre que cela.

Que le développement durable est à considérer dans sa globalité et non dans sa finalité.





Qu'il est absolument hypocrite de nous vendre, à nous Occidentaux, une énergie prétendue sans taches, sans effets, sans conséquences, alors que loin de nous des populations, aux conditions de vie déjà très précaires, souffrent et meurent d'un environnement vicié, d'une spoliation de leurs territoires d'attache ?

Le collectif

Conscient de la catastrophe annoncée, le collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger" mène une campagne visant à mettre la société Areva, la France, l'Union européenne et la communauté internationale face à leurs responsabilités.

Il s'agit de dénoncer les conséquences désastreuses de nos choix énergétiques ici et de soutenir ceux qui en paient le prix là-bas. Réseau de solidarité et d'action, le collectif soutient, au travers de leurs représentants réfugiés en France, les populations concernées dans leur lutte pour la

reconnaissance de leurs droits, de leur dignité et de leurs libertés fondamentales.

Le collectif dénonce la complicité de la communauté internationale et particulièrement de la France qui, de connivence avec le Président Tandja :

- Passe sous silence la réalité et la gravité du conflit.
- Cautionne le comportement irresponsable et irrespectueux des sociétés minières.
- Affame et tue en vertu de la concurrence et du profit.

C'est tout un peuple, chassé de ses terres, privé de ses activités traditionnelles, de ses ressources en eau, qui est menacé de disparaître face aux enjeux géostratégiques et politiques mondiaux.

Le collectif : %Attac - Cedetim - CNT - Collectif Tchinquagen - LCR - Les Verts - Réseau "Sortir du Nucléaire" - S ud Energie/Solidaires - Survie - Via Campesina

Email : arevaneferapasla loi@gmail.com
 Site : <http://areva.niger.free.fr>

Revendications

Nous appelons le gouvernement français, l'Union européenne et les instances internationales :

- à faire pression sur les autorités nigériennes afin qu'elles respectent les normes relatives aux droits de l'Homme, en particulier les droits humains non dérogeables.

Nous appelons de toute urgence le gouvernement français, le gouvernement nigérien, l'Union européenne et les instances internationales :

- à reconnaître l'urgence de la crise humanitaire liée aux exploitations minières.
- à mettre tout en œuvre afin de porter secours aux populations victimes du conflit (déplacés, réfugiés, détenus)

Nous appelons de toute urgence le gouvernement nigérien et le Mouvement des Nigériens pour la justice à un cessez-le-feu et une action volontaire en faveur d'un retour à la paix durable et équitablement négociée.

Nous demandons instamment à toutes les parties impliquées :

- L'application et le respect, sans réserve, de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, préalable à tout projet minier.
- L'application de la réglementation internationale en matière de radioprotection.
- L'application de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) à laquelle le Niger a adhéré en mars 2005.

- La dépollution des sites déjà exploités et une expertise indépendante : après 40 ans d'extraction minière un moratoire de trois ans ou cinq ans renouvelable, avant tout nouveau projet minier, doit être obtenu de la part des instances internationales pour s'assurer que :

- ◆ les déchets miniers (résidus et stériles) et les ferrailles contaminées ont été correctement regroupés et entreposés de façon à garantir leur confinement sur le très long terme,
- ◆ le paysage a retrouvé ses formes anciennes et qu'il n'existe plus d'enfouissements discrets comme on en a retrouvé en France près de Saclay ou dans le Massif Central,
- ◆ tous les travailleurs et ex-travailleurs des mines ainsi que les populations ayant vécu à proximité de l'exploitation bénéficient d'un examen médical complet, d'une évaluation rétrospective des doses subies, de l'inscription dans un programme de suivi sanitaire à long terme réalisé par des cabinets médicaux compétents et indépendants,
- ◆ la qualité de la nappe phréatique est à un bon niveau écologique, physicochimique, etc.
- Pour les nouveaux permis, il faut s'assurer, par des contraintes a priori, que ne se renouvelleront pas les confusions actuelles entre exploitant minier et médecine d'entreprise, et que des taxes parafiscales, comme il en existe en France, seront prélevées et confiées à une gestion spécialisée et indépendante pour la remise en état des sites après extraction et pour une gestion saine, équitable et concertée des ressources en eau.

Le nucléaire, même civil, n'est pas halal !

Nucléaire pour tout le monde et c'est la France qui arrose ! Depuis son élection en mai dernier, le président Nicolas Sarkozy s'est fait le héraut de l'énergie nucléaire, en proposant de vendre la technologie française à nombre de pays arabes, les derniers en date, après la Libye, l'Algérie et l'Égypte, étant ceux du Golfe, Arabie Saoudite comprise.

Au quotidien Al-Hayat, le super-VRP de l'atome bleu-blanc-rouge a déclaré avoir souvent dit "que le monde musulman n'était pas moins raisonnable que le reste du monde pour recourir au nucléaire civil pour ses besoins en énergie". Voilà un argument marketing bien judicieux qui permet de flatter l'ego du chaland avec ce message implicite : achetez mon nucléaire, et vous gagnerez enfin vos galons de pays respectable.

Il y a quelque chose à la fois d'inquiétant et d'étonnant dans cet intense lobbying qui n'est pas, contrairement à ce que pensent certains confrères, un verbiage de plus à ajouter à la longue liste des propositions, plus ou moins sérieuses et contradictoires, qu'émet — et teste — presque quotidiennement le président français. Ce qui est inquiétant, c'est la perspective d'une prolifération nucléaire dans la rive sud de la Méditerranée, au Proche-Orient et dans le Golfe. Il ne s'agit pas de savoir si les pays concernés sont raisonnables ou pas, mais de se demander si l'on réalise bien, à Paris comme à Alger ou Tripoli, ce que signifie un bassin méditerranéen avec un nombre sans cesse croissant de réacteurs nucléaires.

La chose étonnante concerne, quant à elle, le silence des pays européens. On lit, ici et là, quelques réactions préoccupées, notamment allemandes et scandinaves, mais, pour le moment, il n'y a guère de débat. Pourtant, en matière d'exportation de technologie atomique, la France ne peut pas faire ce qu'elle veut. Elle a besoin, en théorie, de l'accord de ses pairs de l'Union européenne et ces derniers pourraient au moins faire entendre ce que tout le monde pense tout bas : est-il bien raisonnable (c'est bien le terme qui convient) d'aller proposer du nucléaire civil à des pays instables pour les uns, peu industrialisés pour les autres ou tout simplement incapables de maîtriser cette filière, qui est tout sauf inoffensive ?

Je mesure bien la portée de la phrase qui précède et j'imagine déjà les réactions d'indignation avec des apostrophes comme celle-ci : "Comment ? Et pourquoi, nous pays du Sud, serions-nous incapables de maîtriser l'énergie nucléaire ?". Que l'on permette à l'ancien ingénieur que je fus de dire ceci : le nucléaire est une affaire trop sérieuse pour être abordée dans la précipitation parce qu'un commis voyageur déchaîné tambourine à votre porte.

Tous ceux qui, en Algérie, ont travaillé sur le projet de la centrale d'Aïn Oussara vous le diront : le nucléaire civil exige moyens financiers et humains importants ainsi qu'une rigueur absolue. C'est une contrainte totale qui ne laisse aucune place à l'improvisation, à la négligence ou à l'à-peu-près. Bref, le nucléaire ne peut se bâtir que dans un contexte où la sécurité et la prévention industrielles font partie d'une culture et pas simplement d'un savoir-faire. Est-ce à dire que ces préalables n'existent pas dans nos pays ? Disons simplement, pour ne fâcher personne, qu'ils mériteraient d'être partagés par un plus grand nombre d'individus.

Il est possible, qu'au final, le choix du nucléaire civil s'impose aux pays de la rive sud de la Méditerranée, mais encore faudrait-il qu'on y réfléchisse à deux fois. Répondre à ses propres besoins énergétiques par l'atome est un pari très risqué et un Tchernobyl est toujours vite arrivé ! Le pétrole, le gaz naturel, le solaire, l'éolien et même le charbon ne tuent pas. Le nucléaire civil peut faire à tout moment des milliers de victimes. Quelles que soient les protections dont on s'entoure et la maîtrise technologique dont on fait preuve, l'utiliser équivaut à ne se nourrir que de fugu, ce fameux poisson qui contient un poison mortel et qui, au Japon, ne peut-être préparé que par un chef bien formé et diplômé. Une seule erreur de ce dernier, une toute petite incision mal placée, et c'est le trépas assuré pour tous les convives.

On objectera qu'il existe des pays du Sud qui maîtrisent l'énergie nucléaire comme c'est le cas, par exemple, du Pakistan. La réponse est simple : à quel prix ? Dans des sociétés où l'analphabétisme fait des ravages, où la santé publique se dégrade, où les infrastructures tombent en ruine, mais où l'énergie fossile est encore présente pour au moins un siècle, je ne pense pas que développer le nucléaire soit une urgence.

De même, il faut se poser la question de savoir si opter pour cette énergie revient à faire un acte de civilisation, pour reprendre un mot très utilisé actuellement. Le nucléaire civil, qu'on le veuille ou non, est potentiellement l'antichambre du militaire. Est-ce sur cette voie maléfique que le sud de la Méditerranée veut s'engager ? A ce sujet, le silence des oulémas est assourdissant. Toujours prompts à débiter de la fatwa à qui mieux-mieux pour fustiger des chanteuses un peu dénudées ou des intellectuels trop irrévérencieux, les religieux musulmans devraient rappeler à leurs gouvernants que, par nature, l'Islam ne peut admettre que l'on développe une énergie potentiellement ravageuse pour l'Humanité. En un mot, le nucléaire, même civil, est tout sauf halal... Qui peut imaginer une centrale à proximité de La Mecque ou de Médine ? (...)

Akram Belkaïd

Paru dans Le Quotidien d'Oran le 25 janvier 2008



Soyez dans le vent, montrez vos culottes !

Au nom de l'écologie, un mouvement prônant de faire sécher son linge dehors plutôt qu'en machine émerge aux Etats-Unis.

Propriétaire d'une petite résidence secondaire à la campagne, j'avais deux mots à dire à Bud, mon voisin, qui s'obstinait à étendre son linge dans son jardin. On pouvait pratiquement lire les étiquettes de ses caleçons jaunes depuis notre seuil, et je peux vous dire qu'il ne s'habillait pas chez Calvin Klein. N'avait-il donc jamais entendu parler du sèche-linge?

Réhabiliter le séchoir à linge

Mais, au fond, si c'était moi qui étais en retard sur mon époque, et non pas Bud?

Il m'a fallu un peu de temps avant de le remarquer, mais une nouvelle mode semble s'être emparée de tout le nord des Etats-Unis pour réhabiliter le vénérable séchoir et abandonner le sèche linge. Les épingles à linge font leur grand retour. Tout cela naturellement pour lutter contre le réchauffement climatique.

La revanche de la corde à linge a soudainement éveillé l'attention de l'Amérique. Tout a commencé avec un groupe de militants du New Hampshire, dénommé Project Laundry List. Leur objectif est d'éduquer les foules. Pris par le cours tumultueux de nos vies, nous n'avons guère le temps de penser à l'impact environnemental de toutes les machines qui travaillent à notre place, notamment les sèche-linge. Pourtant, nous sommes de plus en plus nombreux à nous préoccuper de notre "empreinte écologique" et des moyens de la réduire. Aux Etats-Unis, les ménages sont responsables de près du quart des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère. Aussi, dans un sursaut de conscience écologique, ai-je décidé de n'utiliser que de l'électricité verte [produite par des moyens écologiques: éoliens, solaires ou autres] pour mon appartement de Manhattan. La prochaine étape consistera peut-être à faire comme Bud, à défaut de faire mieux que lui. Le groupe Project Laundry List vous dira que les sèche-linge représentent près de 6 % de la consommation en énergie d'un foyer américain moyen, juste après les réfrigérateurs et l'éclairage.

Le choix de l'électricité propre fait légèrement augmenter votre facture, mais le retour de la corde à linge ne coûte rien, ce qui devrait lui assurer un plus large succès. En effet, combien d'autres moyens connaissez-vous de réduire gratuitement votre empreinte écologique? Pourtant, le Right to Dry Movement [Mouvement du droit à étendre son linge] rencontre de la résistance. En réalité, il a même déclenché des conflits dans de nombreuses communautés. A ma gauche, les quelques propriétaires éclairés qui ont compris les méfaits du sèche-linge et installent des cordes à linge et autres séchoirs parapluies; à ma droite, leurs voisins qui ne supportent pas de voir ces culottes flottant au vent. Pour ceux-là (dont j'ai fait

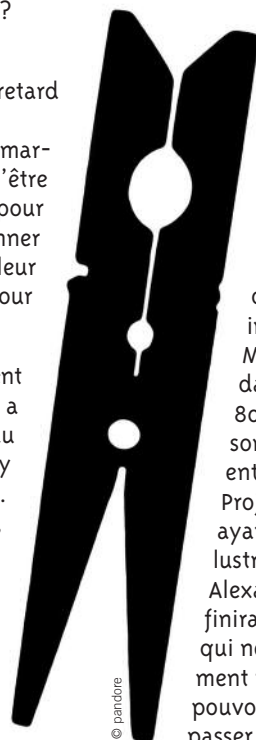
partie), la vue de tout ce linge suspendu dehors dénote une certaine pauvreté et un manque de sophistication.

La résistance s'organise

Ce n'est pas dans les beaux quartiers que les habitants mettraient leur linge à sécher dehors. Grands dieux, cela pourrait même faire baisser la valeur des maisons voisines! A cela s'ajoute le fait que la plupart des Américains ne sont pas exactement maîtres en leur demeure. Près de 60 millions d'Américains vivent dans des copropriétés dont les résidents sont soumis à toute une série de règles sur le maintien de l'aspect général de la communauté. La plupart des copropriétés interdisent de faire sécher son linge dehors. Mais la révolte a déjà commencé. A Concorde, dans le New Hampshire, Mary Lou Sayer, 80 ans, a demandé la permission d'étendre son linge à l'extérieur de sa maison après avoir entendu une intervention du fondateur de la Project Laundry List, Alexander Lee. Sa requête ayant été refusée, elle accroche son linge au lustre du salon et laisse la fenêtre ouverte. Alexander Lee est persuadé que la corde à linge finira par l'emporter sur l'égoïsme des résidents qui ne veulent "pas de ça chez eux". Son mouvement tente à présent de convaincre les Etats et les pouvoirs locaux de voter des lois permettant de passer outre aux règlements de copropriété. Des lois pour la défense du séchoir pourraient être adoptées prochainement dans le Vermont, le Connecticut et le Colorado.

David Osborne,

The Independent (extraits), Londres



© pandore



© Nathalie P

Le pavé EPR dans la mare nucléaire

Le béton ne coule plus sur le chantier de Flamanville (Manche), où EDF est en train de construire le prototype du réacteur atomique EPR de troisième génération¹. Par courrier du 21 mai, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a sommé l'électricien national "de ne pas engager de nouvelles opérations de bétonnage dans l'attente d'améliorer la rigueur des contrôles internes".

1 "Sud Ouest" du 13 février dernier.

Dans le monde feutré du nucléaire, la décision a fait l'effet d'une petite bombe. "À chantier exceptionnel, mesure exceptionnelle", répond benoîtement Thomas Houdré. Pour le responsable des inspections de l'ASN en Normandie, le défaut constaté sur le béton de l'îlot nucléaire de l'EPR est "l'écart de trop".

Un mois plus tôt, l'ASN avait déjà mis EDF en demeure de remédier d'urgence à un défaut de ferrailage sur le radier, l'énorme semelle qui supportera la cuve et tous les ouvrages importants pour la sûreté d'un réacteur en qui la filière nucléaire française a mis ses espoirs.

Cette fois, l'ASN a marqué le coup. Car, explique Thomas Houdré, "l'incident a beau ne pas avoir de conséquence directe sur la sûreté, il met à nouveau en relief un manque de rigueur dans l'organisation du chantier". Venant d'une instance certes indépendante mais peu portée sur les excès de langage, la critique et la décision sont sévères. Elles visent le maître d'ouvrage EDF, mais aussi - et peut-être surtout - l'entreprise Bouygues qui s'est vu confier la grosse part du génie civil.

La chaîne de contrôle n'a pas bien fonctionné

À Flamanville, le directeur du chantier relativise : "EDF avait spontanément stoppé le bétonnage pour rajouter les "épingles" (NDLR : les fers à béton) manquantes. Nous avons signalé l'erreur à l'ASN, qui n'a fait que confirmer ce que nous avions demandé nous-mêmes au sous-traitant", explique Philippe Leigné, qui tâche aussi de disculper le bétonneur : "Bouygues avait vu l'écart mais la chaîne de contrôle qualité n'a pas bien fonctionné."

L'écart constaté à Flamanville est-il minime ? La direction du site veut le croire : "Nous avons autant que l'ASN la préoccupation du "zéro défaut" et nous n'en sommes pas très éloignés", assure Philippe Leigné, qui précise qu'EDF va se mettre en conformité rapidement, et que le retard, "moins important que celui qu'occasionnerait une grosse tempête, n'est pas de nature à remettre en cause le planning général", lequel prévoit le raccordement au réseau en 2012.

Pour la CGT, pourtant peu suspecte de penchants antinucléaires, l'arrêt temporaire du bétonnage de l'EPR est une bonne chose. "Nous sommes pour la construction d'un réacteur de nouvelle génération, mais c'est le deuxième incident sérieux, et nous contestons la priorité donnée au

calendrier du chantier", explique Jack Tord. Le chargé de mission du syndicat sur le chantier de l'EPR en fait le reproche à la fois à Bouygues et à EDF.

Syndrome finlandais

"Il est certain qu'EDF veut aller vite, car les enjeux financiers et commerciaux sont très importants", renchérit Didier Anger. L'administrateur du réseau Sortir du nucléaire, qui vit à côté de la centrale de Flamanville, parle même, tout comme Jack Tord, de "syndrome finlandais".

Car, en Finlande, l'autre chantier phare de l'EPR est en retard. Ce n'est pas la faute d'EDF, puisque le maître d'ouvrage du réacteur d'Okiluoto est Areva. Mais à qui le leader mondial du nucléaire a-t-il confié les bétons de Finlande ? À Bouygues justement, par ailleurs candidat (avec Alstom) à l'entrée dans le capital d'Areva, fleuron de l'industrie nucléaire tricolore.

Seulement voilà : l'opposition de sa patronne Anne Lauvergeon à la privatisation de l'entreprise publique, héritière de la Cogema, projet pourtant soutenu par l'Élysée, est un secret de Polichinelle. Et les mauvaises langues insinuent que les mécomptes de Bouygues à Flamanville - après Okiluoto - ne sont peut-être pas entièrement fortuits.

Culture dégradée

Il serait pourtant abusif de réduire le coup d'arrêt donné à l'EPR à des manœuvres de coulisse. Car c'est bien la question de la sécurité nucléaire qui est reposée. À Flamanville, où deux tranches de 900 mégawatts fonctionnent depuis 1986, la question n'est pas théorique : "En 1998, des microfissures avaient été détectées sur l'enceinte de confinement des réacteurs", se souvient Didier Anger, qui siège à la commission locale d'information (CLI) de la centrale du Cotentin. Pour lui, "couler du béton en plein hiver sur un littoral battu par les vents n'est pas chose anodine". Et la qualité du travail est d'autant plus essentielle "que l'EPR, avec ses 1 650 mégawatts, est un réacteur très lourd".

Pourtant, ce nouvel incident à Flamanville pardonne mal dans un domaine aussi surveillé et sensible que l'atome. Surtout à l'heure où le doute s'installe sur le maintien de la "culture de sûreté", qui a fait la réputation du programme nucléaire français. "L'affaire de l'EPR illustre la dégradation de cette culture", veut croire Éric Ouzounian, qui vient de publier le témoignage alarmiste d'un responsable d'EDF².



© H. Grimal

2 "Vers un Tchernobyl français" de Eric Ouzounian et Philippe Lobjois (Éditions Nouveau Monde).

Selon lui, "si la sécurité des bâtiments réacteurs est encore assurée", la filière souffre de plus en plus de la logique financière à l'œuvre, aussi bien chez EDF que chez ses (trop ?) nombreux sous-traitants. "Pour des raisons de rentabilité et de concurrence, EDF réalise des économies sur les coûts et durées de maintenance, en ne respectant pas systématiquement les procédures de sécurité, en augmentant la charge de travail des personnels internes et intérimaires", énumère l'auteur.

Arrêts de tranches raccourcis, à peu près dans les procédures et la sécurité, non-respect de consignes sécurité, épidémie de suicides chez des salariés stressés : le document décrit le mal insidieux qui ronge un secteur jusqu'ici sanctuarisé par l'esprit de corps des ingénieurs du CEA et d'EDF, mais où la peur salutaire de l'accident recule et où l'on constate "une nette augmentation des incidents dans les centrales".

Vers un AZF nucléaire ?

Cette augmentation est lisible - souvent entre les lignes - dans les rapports annuels, nationaux et régionaux, de l'ASN. Et si l'évocation d'un nouveau Tchernobyl peut sembler excessive, compte tenu de la redondance des dispositifs de sécurité visant à prévenir un accident majeur, la survenue d'un "AZF nucléaire" - pour reprendre le mot d'un salarié de la centrale de Bugey (Ain), cité par Éric Ouzounian - semble plus réaliste mais pas moins angoissante.

La semaine dernière, une fuite dans les circuits d'une centrale en Slovénie, certes bénigne, mais qui a fait grand bruit en Europe, a rappelé que le moindre défaut de vigilance pouvait se payer cash. Et la France, si confiante jusqu'ici dans la sûreté de ses installations, n'est plus à l'abri.

Source : Sud-Ouest - 12 juin 2008

A lire : EPR : L'impasse nucléaire

Au cœur de la stratégie énergétique et industrielle de la France, le nouveau - mais finalement déjà obsolète - réacteur EPR d'Areva a beaucoup fait parler de lui. Jusqu'à un échange aussi vif que navrant entre les deux candidats finalistes à la présidence française lors de l'habituel duel télévisé, en avril 2007.

Depuis l'élection du VPR nucléaire Sarkozy, l'EPR a pu continuer tranquillement de pousser en Normandie. Mais patatras, voilà que l'Autorité de sûreté nucléaire décide le 21 mai 2008 de suspendre les travaux sur le chantier pour cause de malfaçons et de manque de rigueur de la part d'EDF et de ses sous-traitants, au premier desquels Bouygues.

Cette décision, première dans l'histoire nucléaire nationale, vient - 6 mois à peine après les débuts officiels de la construction du réacteur - donner raisons aux opposants à ce projet qui depuis des années clament arguments à l'appui que le projet EPR - et le nucléaire en général - est une impasse.

Tous ces arguments sont aujourd'hui rassemblés et détaillés dans un livre. *EPR, l'impasse nucléaire* se veut un livre à la portée de tous et de toutes les poches. Petit format et petit prix, il a été écrit avec le souhait d'être un outil de référence où toutes les infos et les arguments concernant l'EPR se retrouvent.

Historique, description technologique, justification énergétique, bluff climatique, erreur stratégique industrielle, aberration économique, sans réelle perspective internationale et véritable obstacle aux alternatives nécessaires, tout est passé en revue en 200 pages.

Ce livre, je l'espère, en éclairant la voie sans issue sur laquelle nous entraîne l'EPR, participera à l'information et à la prise de conscience du plus grand nombre. Car le seul contre-pouvoir qui sera à même de remettre en cause l'EPR et le lobby qui le porte, ce sont les citoyens. Citoyens vis-à-vis desquels la plus grande astuce du pouvoir est de laisser croire qu'ils ne peuvent pas influencer ou

changer le cours des choses. Or il n'y a pas de fatalité nucléaire. La construction du réacteur EPR n'a commencé que fin 2007. Le réacteur n'aura pas encore fonctionné avant la prochaine élection présidentielle de 2012.

Continuer à informer, dénoncer et s'opposer au projet EPR en France, a aussi tout son sens au niveau international. Certains pays comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Canada, la Suisse... se posent la question du nucléaire et regardent ce qui se passe en France. Plus la tâche sera dure pour EDF et Areva, plus le royaume atomique aura des difficultés sur son propre projet vitrine, plus ceux qui nous observent hésiteront à se lancer.

Il n'est donc pas trop tard. Dans une impasse, il y a toujours au moins une sortie.

Frédéric Marillier

Après un passage aux Amis de la Terre, Frédéric Marillier rejoint Greenpeace en 2001 comme chargé de campagne Energie. Cet ingénieur diplômé en génie de l'environnement travaille essentiellement sur les questions nucléaires (déchets, retraits, sûreté, etc.), et spécialement sur le dossier EPR.

EPR : l'impasse nucléaire aux éditions Syllepse, 11,50 euros port compris est à commander au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org/>

Frédéric Marillier

EPR
l'impasse nucléaire



Parce que pour être contre, il nous faut être **“pour !”**

Bien sûr, au total, ça ne ruiner pas les sociétés pétrolières car, même si toutes ces chansons faisaient des tubes, c'est peanuts face aux pipelines. Ça n'ébranlera pas non plus Areva même si cette compilation brûle d'une belle énergie mille fois renouvelée. Et c'est déjà ça. Ça donne envie, ça fout la pêche.

On n'a pas convoqué une ribambelle de stars autour de ce projet mais privilégié l'authenticité d'artistes sincères, impliqués. Le commerce n'y a pas mis son imprimatur et c'est mieux que tout. Ce disque puise sa substance dans un large spectre de la chanson, du diatonique de François Ducoudret qui scande des propos aussi sentencieux que dansants aux pertinents – car passionnants – bricolages sonores de Gnewel Maki (un Maki-s'arts ?) recyclant à tout-va les propos abscons et formules à la con du prêt-à-penser qui nous gouverne outrageusement.

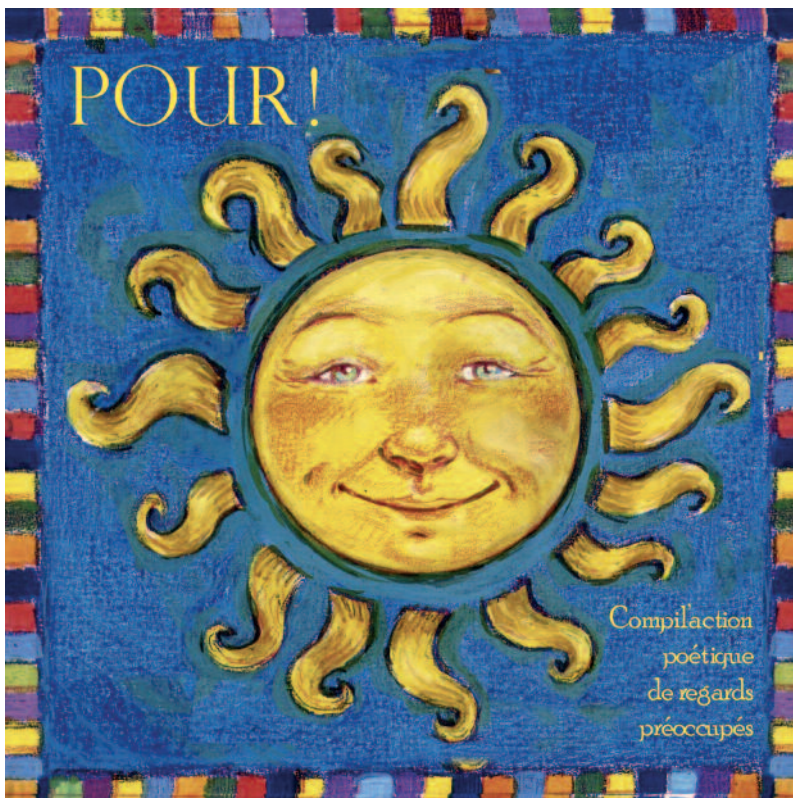
éoliennes, une autre façon d'être, un autre rapport à notre environnement et au vivre ensemble. Toutes ces chansons-là nous y engagent. Allons-y, sans casque ni oreillettes, dans un magnifique partage.

Michel Kemper

Journaliste (Chorus – Les cahiers de la chanson)
Auteur de “Mes nuits critiques” (2005)
et de “Mes nuits de concerts sont plus belles
que vos soirées télé” (2002)

“Pour !” est une compilation militante et (souvent) festive. Les airs d'accordéon ou les mélodies orientales donnent envie de (se) bouger, de danser et de se révolter. Les paroles conscientes et pleines de bon sens font réfléchir l'auditeur. Le thème très rebattu de l'écologie n'est pas ici abordé de façon classique. On entend parler de joie de vivre, de simplicité volontaire, de retour à des valeurs respectueuses de l'environnement et des hommes. “Wise Man Dub” fait ainsi se rencontrer une musique reggae et un texte éloquent de Théodore Monod. “Dans 60 ans” pose en fanfare la question d'une humanité qui fonce droit dans le mur, lancée à pleine vitesse par une économie en surchauffe. Les titres des chansons parlent d'eux-mêmes, entre ironie et appel à la raison : “Tirons encore sur la corde”, “Soyons polis avec la Terre”, “Ouvrez les fenêtres”... Le pamphlet “Travaillez plus” déconstruit avec un humour décapant le discours du gouvernement actuel. Côté musique, l'éclectisme des styles permet d'écouter les 22 titres sans lassitude. La présence de nombreux groupes sur cette compilation rend les angles de vue, les voix, les ambiances hétéroclites et passionnants. Le nucléaire fait partie des sujets prioritaires, avec “Atomic Land” ou “Secret défense”, ou encore la poétique mais glaçante “Areva”. Le concept cache-misère de “développement durable” est mis à mal dans quelques couplets bien sentis. Pas de têtes d'affiche sur cette compilation artisanale et authentique, loin des “Enfoirés” et autres disques à prétexte altruiste ancrés dans le show-business et la médiatisation à outrance. On ne tombe pas non plus dans le cliché des paroles militantes basiques, des chanteurs qui protestent pour s'opposer et satisfaire quelques adolescents en mal de rébellion. Les thématiques sont fouillées, les titres réfléchis et les musiques travaillées. Un disque salvateur, à écouter avec sa conscience et son cœur.

Rémy Pellissier – Evene.fr (www.evenc.fr)



Dans une expression moderne comme dans une autre qui travaille la tradition, plus d'une dizaine de trouvères contemporains nous questionnent sur le nucléaire. Mais pas que. Sur toute une société qu'il nous faut réinventer afin d'irradier autrement, sans doute de bonheur. La chanson retrouve ici sa fonction première : celle de dénoncer, de brocarder. De dire, de colporter les nouvelles. Qui plus est de proposer. C'est chant ouvert au dialogue, au débat.

Qui a dit qu'en France tout finit par des chansons ? Non, ici tout re-commence, la graine est dans les sillons, elle sera dans le refrain qu'on reprend au passant. Fasse qu'elle réinvente, à l'ombre des

Pour !

CD 22 titres, 13,5 euros port compris.

A commander au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 (chèque
à l'ordre de "Sortir du nucléaire") ou dans notre
boutique en ligne :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Un climat d'espoir !

L'Australie détient un quart des ressources minières mondiales en uranium, et en est le second exportateur. Scott Ludlam, qui a réalisé en 2007 le film "Un climat d'espoir" diffusé par l'association australienne ANAWA, avait donc motif à s'inquiéter du discours actuel de l'industrie nucléaire, qui cherche à se légitimer en prétendant apporter une solution au dérèglement climatique.



Ce film de 27 minutes, qui vous est proposé en versions française et anglaise, est une riposte exemplaire à cette propagande. Il replace la crise climatique dans son contexte et ses enjeux, puis évoque l'histoire de la technologie nucléaire, d'Einstein à nos jours. La filière nucléaire, ses étapes et ses risques, sont disséqués pièce par pièce. Les alternatives au nucléaire viennent clôturer la démonstration et installer ce "climat d'espoir" qui nourrit nos mobilisations : les solutions existent, partout et aujourd'hui. Leur mise en œuvre est affaire de politique, et la diffusion de ce film peut y contribuer.

Son parti-pris documentaire et pédagogique en fait un moyen idéal de toucher un public très large, bien au-delà des cercles déjà sensibilisés à la problématique nucléaire. Mêlant habilement images actuelles, d'archives et de synthèse, la réalisation sert à merveille le propos. Pondéré et pourtant intransigeant, voilà un formidable outil pour rassembler, qui vient à point nommé étayer la campagne nationale "Ni nucléaire, ni effet de serre" que le Réseau a lancé au mois de juin.

Xavier Rabilloud

Salarié du Réseau "Sortir du nucléaire"
xavier.rabilloud@sortirdunucleaire.fr

"Un climat d'espoir"
DVD de 27 mn, versions française et anglaise,
13,5 euros port compris
A commander au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
ou dans notre boutique en ligne :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

L'énergie solaire et photovoltaïque pour le particulier

Mieux vaut développer l'énergie solaire sous ses différentes formes plutôt que de chercher à reconstituer le soleil en usine (ITER) au prix d'investissements faramineux et de pollutions radioactives à venir.

Ce petit livre, au coût relativement modique, apporte une information simple et pratique sur les capteurs photovoltaïques (électricité) et sur les capteurs thermiques (eau chaude sanitaire). Descriptions techniques et conseils pourront intéresser les futurs utilisateurs de ces deux formes d'énergie solaire. Des procédures administratives sont également décrites pour pouvoir bénéficier d'aides publiques. Le lecteur trouvera en outre des indications utiles pour l'auto-construction du chauffe-eau.

Certes, dans le cas des chauffe-eau solaires, il serait souhaitable de valoriser davantage les systèmes en thermosiphon, et de ne pas mettre en avant l'usage de l'électricité en appoint intégré au ballon solaire. Mais cet ouvrage, simple et bien conçu, n'en aidera pas moins le profane à s'engager vers l'utilisation de l'énergie solaire.

A la fin du livre sont également abordées d'autres utilisations de cette énergie renouvelable, telles que le solaire passif dans l'habitat, et les four, séchoir, cuiseur et distillateur solaires.

Pierre Péguin

Administrateur suppléant du Réseau
"Sortir du nucléaire"
pierre.peguin@sortirdunucleaire.fr

L'énergie solaire et photovoltaïque pour le particulier
Emmanuel Riolet, Editions Eyrolles, 124 pages, 9 euros



L'immeuble chauffé aux corps

A Stockholm, la chaleur humaine de la gare centrale sera récupérée. Et vous, comment vous faites pour vous chauffer ? Gaz, électricité, énergie solaire ?

Terriblement has been tout ça. Du moins en Suède, où l'on prévoit de construire un immeuble de bureaux chauffé à la chaleur humaine. L'emplacement du projet, qui doit voir le jour à Stockholm à l'orée 2010, ne doit rien au hasard. Le futur bâtiment sera situé à proximité immédiate de la gare centrale de la ville, juste séparé par les rails. Et c'est la chaleur dégagée par les 250 000 personnes qui empruntent quotidiennement la gare qui servira, en partie, à chauffer l'édifice.

L'idée, d'une simplicité déconcertante selon ses promoteurs, a germé à la faveur d'une pause-café, assure Karl Sundholm, directeur de la construction au sein de Jernhusen, l'entreprise publique de gestion immobilière qui pilote le projet. "Il s'agit seulement d'avoir à disposition des tuyaux qui relient les deux bâtiments", avance-t-il, avant de préciser, un brin déconcerté par cet heureux coup du sort, qu'ils s'y trouvent déjà.

Il fallait y penser !

En fait, c'est un besoin mutuel qui va permettre de recourir à ce procédé, unique en son genre d'après Sundholm. Celui, d'une part, de chauffer le futur complexe de 28 000 m², qui accueillera des commerces, un hôtel et des bureaux. Et celui, d'autre part, de refroidir la gare centrale. Car outre la chaleur naturelle dégagée par ses usagers, la gare abrite également des cafés et des restaurants qui, tous, produisent de l'énergie. Et font grimper le niveau du mercure. L'air chaud ainsi en circulation dans la gare sera acheminé vers le nouveau bâtiment

via des tuyaux remplis d'eau. Chauffée dans la gare, elle sera envoyée dans les radiateurs de l'immeuble grâce à des pompes. Puis l'eau, qui aura entre-temps refroidi, sera renvoyée vers la gare afin de la rafraîchir. Bref, la technique est simple et en aucun cas révolutionnaire, mais il fallait y penser.

"Très astucieux", se félicite simplement Sundholm. Et peu onéreux, le coût de ce système étant estimé à environ 300 000 couronnes (32 000 euros). Toutefois, la chaleur en provenance de la gare ne fournira environ que 15 % des besoins en énergie, le reste étant assuré par des pompes à chaleur qui puiseront l'énergie du sol. Labellisé écolo, l'immeuble qui n'est encore qu'un dessin sur les tables d'architectes, se veut l'expression d'une nouvelle façon de concevoir la construction immobilière, à l'aune de la prise en compte du changement climatique... et des attentes du consommateur.

C'est donc une chasse au gaspi qui a présidé à la conception du futur bâtiment. Si la façade laissera passer la lumière du jour, elle refoulera l'énergie solaire, afin d'éviter d'inutiles dépenses de refroidissement. Et une commande unique devra permettre au dernier employé qui quitte un bureau d'éteindre à la fois ordinateurs, photocopieuses, lampes de bureau et recharges de portable. Le coût de ces innovations ? On saura juste que l'immeuble est de 5 à 8 % plus cher qu'un bâtiment normal. Une broutille en somme.

Libération - 17 avril 2008

© Urbanbeats



Une voiture solaire bientôt en série ?

Le constructeur automobile Fiat a annoncé qu'il souhaitait lancer une voiture solaire sur le marché. Cette voiture sera dotée de trois places et aura une autonomie de 200 km. Étudiée essentiellement pour se déplacer en ville, elle sera revêtue de pellicules flexibles, capables d'absorber directement les radiations solaires, de les transformer en énergie, et d'alimenter les quatre petits moteurs montés en correspondance des roues. Les premiers prototypes devraient voir le jour en mai prochain.

Source :

www.bulletins-electroniques.com/actualites/52176.htm

Mieux dimensionner ses panneaux photovoltaïques

L'institut National de l'Énergie Solaire (INES), a récemment mis en ligne un logiciel gratuit pour mieux dimensionner ses panneaux.

Afin de mettre à disposition des professionnels un outil "garde-fous" qui permet :

- de donner un moyen rapide de calculer les performances prévisionnelles d'un système solaire combiné en termes d'énergie économisée par rapport à une solution non solaire.
- de guider le concepteur pour choisir une taille d'installation (surface des capteurs solaires) en cohérence avec les besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

Ce logiciel peut être téléchargé gratuitement sur : <http://www.ines-solaire.com/index.html>

Des lampadaires «éoliens» pour les villes

Un lampadaire fonctionnant à l'énergie éolienne et pouvant être complété par de l'énergie solaire vient d'être mis au point. Baptisé Windela, ce lampadaire relève plusieurs défis environnementaux. Il donne un aperçu inattendu des contraintes dont l'éolien peut s'affranchir. Il pourrait à l'avenir révolutionner l'éclairage urbain.

Le "kit" éolien surmontant ce lampadaire démarre seul, dès un souffle de vent de 2 m/s (voire moins), s'auto-ralentit jusqu'à s'arrêter automatiquement si le vent enfile trop (à partir de 20 m/s). Le mât est, lui, conçu pour résister à des bourrasques de 200

D.R.



km/h. Le lampadaire n'est pas raccordé au réseau, l'autonomie du lampadaire Windela étant assurée pour 4 à 5 jours, grâce aux 4 batteries enchâssées dans le mât. Elles sont au plomb, d'une durée de vie d'environ 5 ans. Celles au lithium (autre option), plus chères, auraient une durée de vie d'environ 10 ans.

De nombreux débouchés

Ce lampadaire a suscité un vif engouement depuis sa présentation au Salon des maires 2007, car il a l'avantage de s'implanter sans trop de génie civil et d'utiliser des diodes électroluminescentes (LED) plus économes et réputées dix fois plus résistantes qu'une ampoule classique. "Il n'y a pas de câble à tirer, des espaces protégés tels les parcs naturels sont donc intéressés", constate François Besse d'Expansion et Développement. Éclairer routes et autoroutes est un autre débouché possible.

Michèle Bernard-Royer - Le Figaro - 18/03/2008

Deux incidents par jour dans les centrales françaises

Le nombre "d'événements significatifs" déclarés sur les réacteurs d'EDF a atteint un maximum en 2007 : 764. Cela fait plus de deux incidents par jour ! Cf. le rapport de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire).



© Steffan emmanuel

Vers des centrales à "charbon propre" ?

La première centrale pilote au monde dite à "charbon propre" a été mise en service en Allemagne dans le Brandebourg par le groupe énergétique Vattenfall Europe.

Fonctionnant au lignite, la petite centrale thermique délivrera une puissance électrique de 30MW. Avec ce premier projet (70 millions d'euros d'investissement), le numéro 3 allemand de l'énergie cherche à démontrer à petite échelle la faisabilité technique du piégeage et de la séquestration du CO₂ (technologie CCS : captage et stockage du carbone) produit par la petite centrale thermique de 30 MW lors du processus de combustion du lignite. L'option technologique retenue est l'oxycombustion.

Contrairement à ses concurrents allemands, Vattenfall Europe a fait le choix technologique de l'oxycombustion, c'est-à-dire l'utilisation d'oxygène pur comme comburant (substance qui se combine avec un combustible, dans une réaction de combustion) à la place de l'air. Ce procédé permet de produire des fumées très riches en dioxyde de carbone, en vue de faciliter le traitement de captage et stockage du carbone de ce gaz à effet de serre.

De nombreux obstacles à lever

Parallèlement aux défis techniques, d'autres obstacles restent à franchir : il n'existe pas encore de cadre législatif pour la capture, le transport et le stockage géologique de dioxyde de carbone. Sur ce thème, la Commission européenne a déjà présenté un projet de loi en janvier 2008, projet dont le gouvernement fédéral travaille actuellement à la transposition en droit national.

Idéalement, la loi allemande devrait être adoptée début 2008. Le projet de loi européen est globalement perçu de manière positive par les acteurs du secteur, même s'il reste à apporter des améliorations.

2 Sans la capture du CO₂, l'avenir des centrales thermiques à charbon en Allemagne est compromis : les

projets de construction de centrales à charbon classiques se heurtent de plus en plus à l'opposition de riverains ou au veto de politiques locaux.

Source : BE Allemagne n8 386 (21/05/2008)

Ambassade de France en Allemagne / ADIT : <http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/54719.htm>

Tendre d'ici 2020 à une grosse centrale

Ce projet pilote devrait être suivi par une centrale de "démonstration" de 300 MW, dont la mise en service est prévue pour 2015. C'est seulement pour l'horizon 2020 qu'est envisagée la construction d'une première centrale rentable commercialement, de plus de 1600 MW. Mais de nombreuses incertitudes demeurent : "Aujourd'hui, nous ne pouvons pas encore dire avec certitude si la technologie fonctionnera à grande échelle. Quoiqu'il en soit, grâce aux projets pilotes en cours, nous devrions le savoir bien avant 2020", explique Michael Donnermeyer, président du centre d'information sur les centrales à charbon respectueuses des enjeux climatiques (IZ Klima), regroupement de constructeurs et exploitants de centrales.

Captage et séquestration du CO₂ : un remède pire que le mal

Greenpeace a publié en mai 2008 un rapport intitulé : "Faux Espoir : Pourquoi le captage et la séquestration du carbone ne sauveront pas le climat" qui dénonce les dangers de ce nouvel engouement.

Par ce rapport, Greenpeace veut, entre autres, alerter les décideurs politiques sur les dangers d'investir de l'argent public dans un "remède qui pourrait s'avérer pire que le mal". Elle met en garde contre une industrie minière qui "prône activement la généralisation de cette technologie pour justifier la construction de nouvelles centrales thermiques au charbon".



© Hunta

Nouveaux compteurs électriques : qui payera la facture ?

L'appel d'offre pour la fabrication de 35 millions de compteurs d'électricité dits "intelligents" vient d'être lancé. Déployés à partir de 2010, ils faciliteront le suivi de la consommation, pour le fournisseur comme pour le particulier. Reste à savoir qui paiera une addition évaluée à 4 ou 5 milliards d'euros.

Finis les boîtes bleues. D'ici 2015 au plus tard, nos 35 millions de compteurs individuels d'électricité auront été remplacés par une nouvelle génération d'appareils numériques nettement plus sophistiqués.

Prévu par la réglementation européenne, le changement est de taille. Un compteur intelligent est un boîtier numérique consultable et pilotable à distance, l'information circulant par les fils électriques (ce qu'on appelle le courant porteur en ligne).

Dans sa version la plus simple, il permet au distributeur de facturer la consommation réelle sans avoir à dépêcher des techniciens pour faire des relevés tous les six mois. Dans une version plus sophistiquée, il autorise une facturation à l'heure, modulée en fonction des périodes de pointe, éventuellement avec plusieurs fournisseurs différents. Le particulier pourrait aussi couper ou rétablir l'électricité à distance à son domicile.

Installation gratuite ?

L'économie pour EDF et les fournisseurs est tout simplement énorme. Ils économisent des centaines de milliers de visites de techniciens chaque année et voient la fraude disparaître, les compteurs intelligents étant quasiment infalsifiables. Et ce n'est pas le meilleur. La gestion fine de la consommation permet d'alimenter le même nombre de foyers avec moins de centrales et moins d'infrastructures de transport. Du point de vue environnemental, l'affaire est excellente.

En bonne logique, l'installation des compteurs intelligents devrait toutefois être gratuite pour les consommateurs.

Aux Pays-Bas, curieusement, les tarifs de location des compteurs ont au contraire augmenté à l'occasion du basculement, au point de provoquer une mise au point de l'autorité de régulation !

Les nouveaux compteurs ont un coût, mais à terme, ils doivent permettre de diminuer les tarifs de distribution. Il faudrait que les consommateurs en profitent. Dans l'immédiat, qui va payer l'installation ? A plus long terme, comment le gain de productivité sera-t-il répercuté sur les tarifs de l'électricité ?

Et combien coûteront les compteurs ? ERDF annonce un budget de 4 à 5 milliards d'euros, soit 114 à 142 euros par compteur.

Erwan Seznec

UFC-Que choisir - 23/01/08



© Yves Damin



© Gina Sanders

Le chiffre : 50 milliards d'euros

C'est le montant que devrait atteindre la facture énergétique dans les prochains mois. En effet, après s'être maintenue autour de 23 milliards d'euros au début des années 2000, la facture énergétique de la France s'est envolée ces dernières années pour atteindre 48 milliards d'euros sur les douze derniers mois.

Cette hausse devrait se maintenir, étant donnée la hausse continue des cours des matières premières. La faiblesse du cours du dollar et les exportations françaises d'électricité ne suffisent pas à limiter cette hausse. La production électrique française est relativement constante mais la consommation nationale augmentant, les exportations diminuent.

Le solde de nos échanges électriques ne représente plus que 2 milliards d'euros. Il est important de préciser que si la France est largement exportatrice d'électricité, elle en importe également. Mais l'électricité exportée est une électricité de base, alors que celle importée est une électricité de pointe. La conséquence est un prix d'import moyen de l'électricité trois fois plus élevé que le prix d'export moyen (respectivement 58 €/MWh et 179 €/MWh en 2006). À titre indicatif, le déficit commercial de la France s'élevait à 28 milliards d'euros en 2006.

Source : CLER & Net - N°51 - 7 mai 2008



Alternatives

La cuisine au gaz menacée par les fours à énergie solaire ?

En pleine hausse du prix du gaz, un millier de curieux se sont rendus courant mai 2008 au Pouliguen (Loire-Atlantique), près de la Baule, pour découvrir les fours écologiques du premier et très sérieux "Festival de la cuisson écologique et solaire".

Pour Vincent Dulong, directeur de l'association de solidarité internationale Bolivia Inti - Sud Soleil, à l'origine de la manifestation, "avec l'augmentation des prix du gaz, ce type de dépenses va pourtant prendre de plus en plus d'importance pour les particuliers".

Durant deux jours, cette ONG de 2300 adhérents a organisé en plein air des "ateliers de cuisine solaire" autour de fours chauffés directement par les rayons du soleil. "Poulet façon sénégalaise", "poisson en sauce sur son lit de poireaux" ou encore "fondant au chocolat" seront ainsi cuits derrière une vitre, sur le principe de l'effet de serre. "La chaleur grimpe très vite à 160°C, et l'énergie est totalement gratuite", souligne Vincent Dulong, qui note toutefois que "la cuisson prend deux fois plus de temps qu'un four à gaz traditionnel".

Autre inconvénient, le cuiseur solaire ne peut être utilisé qu'aux beaux jours, soit environ six mois par an. Il existerait 500 de ces appareils en France, d'après Bolivia Inti - Sud Soleil, qui en a déjà installé 6500 en dix ans auprès de familles défavorisées des pays andins (Bolivie, Pérou, Chili).

Des fours en kit, à monter soi-même, sont ainsi vendus 175 euros aux particuliers. Mesurant moins d'un mètre cube, ils peuvent être installés sur une terrasse ou un jardin, comme pour un barbecue. Il s'en vend actuellement un par jour, d'après l'ONG.

Source : Reuters - 07.05.08.

Pour en savoir plus :
Association Bolivia Inti
1, rue Julien Grolleau
44200 Nantes
Tel. 02 51 86 04 04

Mail : courrier@sud-soleil.org
Internet : <http://www.boliviainti-sudsoleil.org/>



Mentions légales :

Sortir du nucléaire n°39 – Été 2008 –
Abonnement pour un an : 12 euros (4 numéros).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>
Ou par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge – 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret
Rédacteur en chef : Philippe Brousse
Maquette : Wladd
Corrections : Myriam Battarel



CPPAP : 0608 G 83296 – ISSN : 1276-342 X –
Tirage : 19 500 exemplaires.
Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé
avec des encres à base végétale.
Date de dépôt légal : à parution.
Retrouvez toute l'actualité sur : www.sortirdunucleaire.fr
La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.
Les "publicités" sont des échanges avec des partenaires
triés sur le volet, sans aucune contrepartie financière.